



## CHAPTER O-2.1

## CHAPITRE O-2.1

### Oil and Natural Gas Act

### Loi sur le pétrole et le gaz naturel

*Assented to June 24, 1976*

*Sanctionnée le 24 juin 1976*

#### Chapter Outline

#### Sommaire

Definitions. . . . .	1
deep testhole — trou d'essai profond	
field — champ	
geophysical exploration — prospection géophysique	
geophysical licence — licence de prospection géophysique	
geophysical licensee	
geophysical plan — plan de prospection géophysique	
grid area — carreau de quadrillage	
lease — bail	
lease area — concession	
lessee — concessionnaire	
licence area	
licence to search — permis de recherche	
licensee	
location — emplacement	
Minister — Ministre	
Minister of Finance and Treasury Board — ministre des Finances et du Conseil du Trésor	
natural gas — gaz naturel	
oil — pétrole	
permittee — titulaire d'un permis de travaux géophysiques	
plant — usine	
pool — gisement	
section — section	
shothole — trou de tir	
special spacing area — aire spéciale	
testhole — trou d'essai	
unit — unité	
unitization — exploitation en commun	
waste — gaspillage	
wasteful operation — opération génératrice de gaspillage	
well — puits	
well licence — permis de forage	
well licensee — titulaire d'un permis de forage	

Définitions. . . . .	1
aire spéciale — special spacing area	
bail — lease	
carreau de quadrillage — grid area	
champ — field	
concession — lease area	
concessionnaire — lessee	
emplacement — location	
exploitation en commun — unitization	
gaspillage — waste	
gaz naturel — natural gas	
gisement — pool	
licence de prospection géophysique — geophysical licence	
Ministre — Minister	
ministre des Finances et du Conseil du Trésor — Minister of Finance and Treasury Board	
opération génératrice de gaspillage — wasteful operation	
permis de forage — well licence	
permis de recherche — licence to search	
pétrole — oil	
plan de prospection géophysique — geophysical plan	
prospection géophysique — geophysical exploration	
puits — well	
section — section	
titulaire d'un permis de forage — well licensee	
titulaire d'un permis de travaux géophysiques — permittee	
trou d'essai — testhole	
trou d'essai profond — deep testhole	
trou de tir — shothole	
unité — unit	
usine — plant	

<b>ADMINISTRATION</b>		<b>APPLICATION DE LA LOI</b>	
Administration. . . . .	. 2	Application de la Loi. . . . .	. 2
<b>OWNERSHIP</b>		<b>DROIT DE PROPRIÉTÉ</b>	
Ownership of oil and natural gas. . . . .	. 3	Propriété du pétrole et du gaz naturel. . . . .	. 3
<b>EXPLORATION RIGHTS</b>		<b>DROITS DE PROSPECTION ET D'EXPLORATION</b>	
Exploration rights. . . . .	. 4	Droits de prospection et d'exploration. . . . .	. 4
<b>ACCESS</b>		<b>DROIT DE VISITE ET DE CONTRÔLE</b>	
Access. . . . .	. 5	Droit de visite et de contrôle. . . . .	. 5
<b>CONFLICTS OF INTERESTS</b>		<b>CONFLITS D'INTÉRÊTS</b>	
Conflicts of Interests. . . . .	. 6	Conflits d'intérêts. . . . .	. 6
<b>SUMMONS TO WITNESS</b>		<b>ASSIGNATION À TÉMOIN</b>	
Summons to Witness. . . . .	. 7	Assignment à témoin. . . . .	. 7
<b>RIGHT OF ENTRY</b>		<b>DROIT D'ACCÈS</b>	
Right of entry – Crown land. . . . .	. 8	Droit d'accès sur les terres de la Couronne. . . . .	. 8
Right of entry. . . . .	. 9	Droit d'accès. . . . .	. 9
Special order to enter and use land. . . . .	. 10	Arrêté spécial pour pénétrer sur les terrains. . . . .	. 10
<b>TERMINATION OF THE SPECIAL ORDER</b>		<b>CESSATION DES EFFETS DE L'ARRÊTÉ SPÉCIAL</b>	
Termination of the special order. . . . .	. 11	Cessation des effets de l'arrêté spécial. . . . .	. 11
<b>GEOPHYSICAL EXPLORATION</b>		<b>PROSPECTION GÉOPHYSIQUE</b>	
Geophysical licence for exploration. . . . .	. 12	Licence de prospection géophysique ou permis de travaux géophysiques. . . . .	. 12
Application for geophysical licence. . . . .	. 13	Demande de délivrance d'une licence. . . . .	. 13
Transferability of geophysical licence. . . . .	. 14	Condition pour la cession des licences. . . . .	. 14
Cancellation of geophysical licence by Minister. . . . .	. 15	Révocation d'une licence par le Ministre. . . . .	. 15
Exclusive right of licensee or lessee to do work. . . . .	. 16	Droit exclusif du titulaire d'un permis ou du concessionnaire. . . . .	. 16
Terms and conditions on a geophysical permit. . . . .	. 16.01	Modalités et conditions d'un permis de travaux géophysiques. . . . .	. 16.01
Abandonment of shotholes and testholes. . . . .	. 16.02	Abandon des trous de tir et des trous d'essais. . . . .	. 16.02
On-shore well licence. . . . .	. 16.1	Permis de forage terrestre. . . . .	. 16.1
Granting of well licence. . . . .	. 16.2	Accord d'un permis de forage. . . . .	. 16.2
Application for well licence. . . . .	. 16.3	Demande de permis de forage. . . . .	. 16.3
Amendment of well licence. . . . .	. 16.4	Modification d'un permis de forage. . . . .	. 16.4
Transfer of well licence. . . . .	. 16.5	Transfert d'un permis de forage. . . . .	. 16.5
Liability insurance. . . . .	. 16.51	Assurance responsabilité. . . . .	. 16.51
Cancellation of well licence. . . . .	. 16.6	Annulation d'un permis de forage. . . . .	. 16.6
Return of security deposit. . . . .	. 16.7	Retour du dépôt de garantie. . . . .	. 16.7
Prior approvals, well licences, fees and security deposits. . . . .	. 16.8	Approbations, permis de forage, droits et dépôts de garantie antérieurs. . . . .	. 16.8
Licence to search. . . . .	. 17	Permis de recherche. . . . .	. 17
Size of licence area. . . . .	. 18	Superficie d'un permis de recherche. . . . .	. 18
On-shore or off-shore licence. . . . .	. 19	Permis de recherche terrestre ou en mer. . . . .	. 19
Validity of on-shore and off-shore licences. . . . .	. 20	Validité des permis terrestre et en mer. . . . .	. 20
<b>WORK DEPOSITS</b>		<b>DÉPÔTS GARANTISSANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX</b>	
Work deposits. . . . .	. 21	Dépôt garantissant l'exécution des travaux. . . . .	. 21
<b>REDISTRIBUTION OF WORK REQUIREMENTS</b>		<b>RÉAFFECTATION DES DÉPENSES DE TRAVAUX</b>	
Redistribution of work requirements. . . . .	. 21.01	Réaffectation des dépenses de travaux. . . . .	. 21.01
<b>SURRENDER OF LICENCE TO SEARCH</b>		<b>RÉTROCESSION D'UN PERMIS DE RECHERCHE</b>	
Surrender of licence to search. . . . .	. 21.1	Rétrocession d'un permis de recherche. . . . .	. 21.1
<b>GROUPING OF LICENCES TO SEARCH</b>		<b>GROUPEMENT DES PERMIS DE RECHERCHE</b>	
Repealed. . . . .	. 22	Abrogé. . . . .	. 22
<b>CONVERSION ON DISCOVERY</b>		<b>CONVERSION DU PERMIS DE RECHERCHE EN BAIL EN CAS DE DÉCOUVERTE</b>	
Repealed. . . . .	. 23	Abrogé. . . . .	. 23
<b>WELL LOCATION</b>		<b>EMPLACEMENT DES PUIES</b>	
Repealed. . . . .	. 24	Abrogé. . . . .	. 24
<b>PRODUCTION</b>		<b>MISÉ EN PRODUCTION</b>	
Repealed. . . . .	. 25	Abrogé. . . . .	. 25
<b>CONVERSION TO LEASE</b>		<b>CONVERSION D'UN PERMIS DE RECHERCHE EN BAIL</b>	
Application for lease. . . . .	. 26	Conversion d'un permis de recherche en bail. . . . .	. 26
<b>LEASES</b>		<b>BAUX</b>	
Lease for oil and gas production rights. . . . .	. 27	Bail d'exploitation de pétrole et de gaz naturel. . . . .	. 27
Call for tenders for lease. . . . .	. 27.1	Appel d'offres pour l'obtention d'un bail. . . . .	. 27.1
Repealed. . . . .	. 27.2	Abrogé. . . . .	. 27.2
<b>SURRENDER</b>		<b>RÉTROCESSION</b>	
Abandonment and release of lease. . . . .	. 28	Abandon et délaissement d'un bail. . . . .	. 28

Surrender of lease. . . . .	28.1	Rétrocession d'un bail. . . . .	28.1
<b>PRODUCTION RIGHTS</b>		<b>DROITS DE PRODUCTION</b>	
Exclusive production rights. . . . .	29	Droits de production exclusifs. . . . .	29
<b>TERM</b>		<b>DURÉE DES BAUX</b>	
Term of lease. . . . .	30	Durée du bail. . . . .	30
<b>EXTENSION OF LEASE</b>		<b>PROLONGATION DE LA DURÉE DU BAIL</b>	
Extension of lease. . . . .	30.1	Maintien et prolongation du bail. . . . .	30.1
Repealed. . . . .	30.2	Abrogé. . . . .	30.2
<b>RENTAL REDUCTIONS</b>		<b>RÉDUCTION DU LOYER</b>	
Rental reductions. . . . .	31	Réduction du loyer. . . . .	31
Idem. . . . .	32	Idem. . . . .	32
<b>CONSOLIDATED LEASES</b>		<b>BAIL DE CONCESSIONS UNIFIÉES</b>	
Consolidated leases. . . . .	32.1	Bail de concessions unifiées. . . . .	32.1
<b>GROUPING OF LEASES</b>		<b>GROUPEMENT DE BAUX</b>	
Repealed. . . . .	33	Abrogé. . . . .	33
<b>FORFEITURE</b>		<b>ANNULATION DU PERMIS DE RECHERCHE OU DU BAIL</b>	
Forfeiture. . . . .	34	Annulation. . . . .	34
<b>SURVEYS</b>		<b>QUADRILLAGE DE RÉFÉRENCE</b>	
Surveys. . . . .	35	Quadrillage de référence. . . . .	35
<b>POWERS OF THE MINISTER</b>		<b>ATTRIBUTIONS DU MINISTRE</b>	
Powers of the Minister. . . . .	36	Pouvoirs du Ministre. . . . .	36
		Pouvoir du Ministre de limiter la production de pétrole ou de gaz naturel. . . . .	37
Power of Minister to restrict oil or natural gas produced. . . . .	37	Pouvoir du Ministre de prévenir le gaspillage. . . . .	38
Powers of Minister to prevent waste. . . . .	38	Approbation des plans par le Ministre. . . . .	39
Duty of Minister to approve schemes. . . . .	39	<b>PRÉVENTION DES PERTES ET DOMMAGES</b>	
<b>PREVENTION OF LOSS OR DAMAGE</b>		Mesures préventives. . . . .	40
Prevention of loss or damage. . . . .	40	Ordre de cessation de la production ou de fermeture, ordre de cessation des opérations. . . . .	41
Order to prohibit production or shut down, direction to discontinue operation. . . . .	41	Pouvoirs du Ministre d'interdire une zone. . . . .	42
Power of Minister to close area. . . . .	42	Pouvoir du Ministre de prendre toute mesure nécessaire, prise en charge des frais de contrôle des puits. . . . .	43
Power of Minister to do whatever is necessary, liability for cost of well control. . . . .	43	Mise à exécution des directives, prise de possession, frais et charges, produit net. . . . .	44
Enforcement of direction, taking of possession, costs and expenses, net proceeds. . . . .	44	<b>CLAUSE DE SAUVEGARDE</b>	
<b>SAVINGS</b>		Clause de sauvegarde. . . . .	45
Savings. . . . .	45	<b>ACCORDS D'EXPLOITATION EN COMMUN</b>	
<b>UNIT AGREEMENT</b>		Accord d'exploitation en commun. . . . .	46
Unit agreement. . . . .	46	<b>NOTIFICATION DES TRAVAUX D'EXPLORATION</b>	
<b>NOTIFICATION OF EXPLORATION WORK</b>		Notification des travaux d'exploration. . . . .	47
Notification of exploration work. . . . .	47	<b>TRANSFERTS ET CESSIONS</b>	
<b>TRANSFERS AND ASSIGNMENTS</b>		Transferts et cessions. . . . .	48
Transfers and assignments. . . . .	48	<b>RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS</b>	
<b>CONFIDENTIAL INFORMATION</b>		Renseignements confidentiels. . . . .	49
Confidential information. . . . .	49	<b>DISPOSITIONS DIVERSES</b>	
<b>MISCELLANEOUS</b>		Communication au Ministre d'une adresse aux fins de signification	50
Registration with Minister of address for service. . . . .	50	Signature des permis de recherche et des baux par le Ministre. . . . .	51
Execution of licence to search and lease by Minister. . . . .	51	Arrêté du Ministre. . . . .	52
Specific order of Minister. . . . .	52	Abrogé. . . . .	53
Repealed. . . . .	53	<b>FORME DU DÉPÔT DE GARANTIE</b>	
<b>FORM OF DEPOSIT</b>		Mode d'établissement de la garantie. . . . .	54
Form of deposit. . . . .	54	<b>REDEVANCES</b>	
<b>ROYALTIES</b>		Redevances. . . . .	55
Royalties. . . . .	55	Idem. . . . .	56
Idem. . . . .	56	<b>DROITS, AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	
<b>FEES, FINES AND PENALTIES</b>		Droits, amendes et pénalités. . . . .	57
Fees, fines and penalties. . . . .	57	Idem. . . . .	58
Idem. . . . .	58	<b>RÈGLEMENTS</b>	
<b>REGULATIONS</b>		Règlements. . . . .	59
Regulations. . . . .	59	<b>DISPOSITIONS TRANSITOIRES</b>	
<b>TRANSITIONAL</b>		Dispositions transitoires. . . . .	60
Transitional. . . . .	60		

Repeal. . . . .	.61	Abrogation. . . . .	.61
Commencement. . . . .	.62	Entrée en vigueur. . . . .	.62

---

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

### Definitions

#### 1 In this Act

“allowable” Repealed: 2015, c.4, s.1

“battery” Repealed: 2015, c.4, s.1

“commercial quantity” Repealed: 2001, c.20, s.1

“deep testhole” means a well designated by the Minister as a deep testhole; (*trou d’essai profond*)

“field” means

(a) the general land and water surface area underlain or appearing to be underlain by one or more pools, and

(b) the subsurface region vertically beneath such land and water surface area; (*champ*)

“geophysical exploration” means any investigation of the subsurface of the land and includes

(a) seismic operations,

(b) gravimetric operations,

(c) magnetic operations,

(d) electrical operations,

(e) geochemical operations,

(f) test drilling, and

(g) any other operation employed to determine geologic or other subsurface conditions; (*prospection géophysique*)

“geophysical licence” means a valid and subsisting licence granted under section 13; (*licence de prospection géophysique*)

“geophysical licensee” means the holder of a geophysical licence;

Sa Majesté, sur l’avis et du consentement de l’Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète :

### Définitions

#### 1 Dans la présente loi

« admissible » Abrogé : 1984, ch. 53, art. 1

« aire spéciale » désigne une aire spéciale telle que déterminée par le Ministre en vertu de l’article 36; (*special spacing area*)

« bail » désigne un bail d’exploitation de pétrole et de gaz naturel accordé en vertu de l’article 27 ou 27.1 et s’entend également d’un bail de concessions unifiées accordé en vertu de l’article 32.1; (*lease*)

« batterie » Abrogé : 2015, ch. 4, art. 1

« carreau de quadrillage » désigne un carreau de quadrillage établi par le règlement; (*grid area*)

« champ » désigne

a) toute étendue de terrain ou d’eau sous laquelle se trouvent ou paraissent se trouver un ou plusieurs gisements, et

b) les régions sous-jacentes en projection verticale; (*field*)

« concession » désigne l’étendue visée par un bail; (*lease area*)

« concessionnaire » désigne le titulaire d’un bail; (*lessee*)

« contingent » Abrogé : 2015, ch. 4, art. 1

« emplacement » désigne l’étendue de terrain ou d’eau où le titulaire d’un permis de forage est autorisé à forer un puits ou qui est utilisée pour stocker, traiter, transférer ou transporter du pétrole ou du gaz naturel; (*location*)

« exploitation en commun » désigne

a) l’exploitation ou la production du pétrole et du gaz naturel,

“geophysical plan” means a preliminary plan of proposed geophysical explorations approved by the Minister; (*plan de prospection géophysique*)

“grid area” means a grid area as established by regulation; (*carreau de quadrillage*)

“lease” means a lease granted for oil and natural gas rights under section 27 or 27.1, and includes a consolidated lease granted under section 32.1; (*bail*)

“lease area” means the area included in one lease; (*concession*)

“lessee” means the holder of a lease; (*concessionnaire*)

“licence area” means the area included in one licence to search;

“licence to search” means a valid and subsisting licence to search granted under section 17; (*permis de recherche*)

“licensee” means the holder of a licence to search;

“location” means the surface, land or water area upon which a well is licensed to be drilled, or oil and natural gas is stored, processed, transferred or transported; (*emplacement*)

“Minister” means the Minister of Natural Resources and Energy Development and includes any person designated by the Minister to act on the Minister’s behalf; (*Ministre*)

“Minister of Finance” Repealed: 2019, c.29, s.110

“Minister of Finance and Treasury Board” means the Minister of Finance and Treasury Board and includes any person designated by the Minister to act on the Minister’s behalf; (*ministre des Finances et du Conseil du Trésor*)

“natural gas” means all natural gas and associated hydrocarbon and non-hydrocarbon fluids that are not defined as oil ; (*gaz naturel*)

“oil” means all crude petroleum oil, coal oil and mineral oil, which substances may be contaminated with sulphur compounds, and which in their natural viscous state are recovered or are recoverable at a well from an underground reservoir in liquid form; (*pétrole*)

b) la mise en oeuvre d’un programme de conservation du pétrole et du gaz naturel, ou

c) la gestion coordonnée de droits sur le pétrole et le gaz naturel,

se trouvant à la surface ou au-dessous d’un emplacement, d’une partie d’un emplacement, ou d’un certain nombre d’emplacements groupés à cette fin, conformément à un accord d’exploitation en commun conclu en application de la présente loi; (*unitization*)

« forage d’essai » Abrogé : 2013, ch. 12, art. 1

« forage d’essai profond » Abrogé : 2013, ch. 12, art. 1

« forage sismique » Abrogé : 2013, ch. 12, art. 1

« gaspillage » comprend les déperditions, en surface ou sous terre, de pétrole ou de gaz naturel récupérable et englobe également toute opération génératrice de gaspillage; (*waste*)

« gaz naturel » désigne le gaz naturel et les hydrocarbures fluides ou autres fluides associés qui ne sont pas définis comme étant du pétrole; (*natural gas*)

« gisement » désigne un réservoir souterrain contenant un dépôt de pétrole et de gaz naturel ou de l’une de ces substances, séparé ou paraissant séparé de tout autre réservoir ou dépôt; (*pool*)

« licence de prospection géophysique » désigne une licence en cours de validité, délivrée conformément à l’article 13; (*geophysical licence*)

« Ministre » désigne le ministre des Ressources naturelles et du Développement de l’énergie et s’entend également de toute personne qu’il désigne pour le représenter; (*Minister*)

« ministre des Finances » Abrogé : 2019, ch. 29, art. 110

« ministre des Finances et du Conseil du Trésor » s’entend du ministre des Finances et du Conseil du Trésor et s’entend également de toute personne qu’il désigne pour le représenter; (*Minister of Finance and Treasury Board*)

« opération génératrice de gaspillage » comprend

“paying quantity” Repealed: 2015, c.4, s.1

“permittee” means the holder of a valid and subsisting geophysical permit issued under the regulations; (*titulaire d’un permis de travaux géophysiques*)

“plant” means the site of an assemblage of equipment used for the processing or handling of oil or natural gas; (*usine*)

“pool” means an underground reservoir containing an accumulation of oil or natural gas, or both, separated or appearing to be separated from any other reservoir or accumulation; (*gisement*)

“section” means a section as established by regulation; (*section*)

“shothole” means a hole drilled for the purpose of firing an explosive charge in connection with seismic operations, whether or not the shot is fired; (*trou de tir*)

“special spacing area” means a special spacing area determined by the Minister under section 36; (*aire spéciale*)

“testhole” means a hole drilled or being drilled for any purpose in connection with geophysical exploration but does not include a shothole, or a well drilled or being drilled for oil, natural gas or water, or a deep testhole; (*trou d’essai*)

“unit” means a unit as established by regulation; (*unité*)

“unitization” means

- (a) the development or production of oil and natural gas,
- (b) the implementation of a programme for the conservation of oil and of natural gas, or
- (c) the co-ordinated management of interests in the oil and natural gas,

within, upon, or under a location, part of a location, or a number of locations that are combined for that purpose pursuant to a unitization agreement entered into under this Act; (*exploitation en commun*)

a) le fait de placer, espacer, forer, équiper, compléter, exploiter ou mettre en production un puits d’une façon qui a ou tend à avoir pour effet de réduire la quantité de pétrole ou de gaz naturel qu’il est en définitive possible de récupérer d’un gisement suivant les règles de l’art et selon les principes d’une saine gestion économique,

b) le fait de placer, espacer, forer, équiper, compléter, exploiter ou mettre en production un puits d’une façon qui a ou tend à avoir pour effet de provoquer une perte ou destruction excessive de pétrole ou de gaz naturel en surface,

c) l’utilisation inefficace, abusive ou inappropriée ou la dissipation, quelle qu’en soit la cause, de l’énergie du réservoir,

d) le non-recours en temps utile à des méthodes adéquates de récupération artificielle, secondaire ou supplémentaire dans un gisement lorsqu’il apparaît, selon les renseignements disponibles, que la mise en oeuvre de l’une de ces méthodes permettrait probablement d’augmenter la quantité de pétrole ou de gaz naturel qu’il serait en définitive possible de récupérer de ce gisement suivant les règles de l’art et selon les principes d’une saine gestion économique,

e) le dégagement ou le brûlage à la torche du gaz naturel s’il apparaît que l’application des règles de l’art et des principes d’une saine gestion économique permettrait, dans l’intérêt général et compte tenu des risques en cause, de recueillir le gaz naturel, de le traiter s’il y a lieu et de mettre sur le marché, de stocker à cette fin ou d’injecter utilement dans un réservoir souterrain ce gaz et les produits en dérivant,

f) le stockage en surface ou souterrain du pétrole ou du gaz naturel fait d’une façon inefficace ou inappropriée,

g) la production d’une quantité de pétrole ou de gaz dépassant les capacités de stockage, de transport ou de commercialisation, et

h) l’usage du gaz naturel à d’autres fins que pour réaliser des opérations d’injection, de recompression, de recyclage, de maintien de la pression ou que pour satisfaire les besoins en carburant, combustible ou énergie électrique, sauf si ces usages sont efficaces et dans l’intérêt public; (*wasteful operation*)

“waste” includes the underground or surface loss of potentially recoverable oil or natural gas, and wasteful operation; (*gaspillage*)

“wasteful operation” includes

(a) the locating, spacing, drilling, equipping, completing, operating, or producing of a well in a manner that results or tends to result in reducing the quantity of oil or natural gas ultimately recoverable from a pool by the use of sound engineering practices and economic principles,

(b) the locating, spacing, drilling, equipping, completing, operating or producing of a well in a manner that causes or tends to cause excessive surface loss or destruction of oil or natural gas,

(c) the inefficient, excessive or improper use or dissipation of reservoir energy however caused,

(d) the failure to use suitable and timely artificial, secondary, or supplementary recovery methods in a pool where it appears probable, on the basis of available information, that any of such methods would result in increasing the quantity of oil or natural gas ultimately recoverable from a pool by the use of sound engineering practices and economic principles,

(e) the escape or flaring of natural gas if it appears that, in the public interest and by the use of sound engineering practices and in the light of economics and the risk factor involved, the natural gas could be gathered, processed if necessary, and it or the products therefrom marketed, stored for future marketing, or beneficially injected into an underground reservoir,

(f) the inefficient or improper storage of oil or natural gas on the surface or underground,

(g) the production of oil or natural gas in excess of the quantity that can be properly stored, transported, or marketed, and

(h) the use of natural gas for purposes other than gas lift, repressuring, recycling, pressure or maintenance, or for fuel or electrical requirements, unless the use is efficient and in the public interest; (*opération génératrice de gaspillage*)

“well” means a hole

« permis de forage » désigne un permis de forage d’un puits en cours de validité, accordé en vertu de l’article 16.2; (*well licence*)

« permis de recherche » désigne un permis en cours de validité, délivré conformément à l’article 17; (*licence to search*)

« pétrole » désigne le pétrole brut, l’huile lourde de houille et l’huile minérale, qui peuvent être contaminés par des composés sulfurés et qui, à leur état visqueux naturel, sont ou peuvent être récupérés d’un réservoir souterrain sous une forme liquide à partir d’un puits; (*oil*)

« plan de prospection géophysique » désigne un avant-projet de prospection géophysique approuvé par le Ministre, (*geophysical plan*)

« prospection géophysique » désigne toute étude du sous-sol et comprend

a) les opérations de prospection sismique,

b) les opérations de prospection gravimétrique,

c) les opérations de prospection magnétique,

d) les opérations de prospection électrique,

e) les opérations de prospection géochimique,

f) les forages d’essai, et

g) toute autre méthode employée pour déterminer la structure géologique ou autre du sous-sol; (*geophysical exploration*)

« puits » désigne un forage

a) qui est réalisé de quelque façon que ce soit et qui produit ou peut produire du pétrole ou du gaz naturel ou qui est destiné à l’extraction du pétrole ou du gaz naturel,

b) qui est utilisé ou réalisé afin de capter de l’eau pour des opérations d’injection ou afin d’injecter du gaz naturel, de l’air, de l’eau ou toute autre substance dans une formation souterraine, ou

c) qui est utilisé ou réalisé à une profondeur de plus de mille cinq cent pieds pour recueillir des renseignements géologiques et géophysiques; (*well*)



(a) made or being made by drilling, boring, or in any other manner from which any oil or natural gas is obtained or obtainable, or for the purpose of obtaining oil or natural gas,

(b) used, drilled, or being drilled for the purpose of obtaining water for injection or for injecting natural gas, air, water, or any other substance into an underground formation, or

(c) used, drilled, or being drilled to a depth in excess of fifteen hundred feet for the purpose of obtaining geological or geophysical information; (*puits*)

“well licence” means a valid and subsisting licence to drill a well granted under section 16.2; (*permis de forage*)

“well licensee” means the holder of a well licence and subsequent to the drilling of the well, but prior to its abandonment, means the owner of the well. (*titulaire d’un permis de forage*)

1984, c.53, s.1; 1985, c.19, s.1; 1986, c.8, s.91; 1987, c.6, s.75; 1991, c.27, s.32; 2001, c.20, s.1; 2004, c.20, s.44; 2012, c.34, s.1; 2012, c.52, s.38; 2013, c.12, s.1; 2015, c.4, s.1; 2016, c.37, s.128; 2019, c.29, s.110; 2019, c.29, s.193

« quantité commerciale » Abrogé : 2001, ch. 20, art. 1

« quantité rentable » Abrogé : 2015, ch. 4, art. 1

« section » désigne une section définie par le règlement; (*section*)

« titulaire d’un permis de forage » désigne le titulaire d’un permis de forage d’un puits et, après le forage du puits mais avant son abandon, désigne le propriétaire du puits; (*well licensee*)

« titulaire d’un permis de travaux géophysiques » désigne le titulaire d’un permis de travaux géophysiques en cours de validité, délivré en application du règlement; (*permittee*)

« trou d’essai » désigne un trou réalisé en vue d’une opération de prospection géophysique, mais ne comprend ni un trou de tir, ni un puits foré pour extraire du pétrole, du gaz naturel ou de l’eau, ni un trou d’essai profond; (*testhole*)

« trou d’essai profond » désigne un trou que le Ministre a classé comme trou d’essai profond; (*deep testhole*)

« trou de tir » désigne un trou réalisé en vue de tirer une charge d’explosifs dans le cadre d’une opération de prospection sismique, que le tir soit ou non exécuté; (*shothole*)

« unité » désigne une unité établie par le règlement; (*unit*)

« usine » désigne l’emplacement d’un ensemble d’installations servant au traitement ou à la manutention du pétrole ou du gaz naturel. (*plant*)

1984, ch. 53, art. 1; 1985, ch. 19, art. 1; 1986, ch. 8, art. 91; 1987, ch. 6, art. 75; 1991, ch. 27, art. 32; 2001, ch. 20, art. 1; 2004, ch. 20, art. 44; 2012, ch. 34, art. 1; 2012, ch. 52, art. 38; 2013, ch. 12, art. 1; 2015, ch. 4, art. 1; 2016, ch. 37, art. 128; 2019, ch. 29, art. 110; 2019, ch. 29, art. 193

## ADMINISTRATION

### Administration

2(1) The Minister is in charge of the administration and control of this Act and may designate a person to act on his behalf.

## APPLICATION DE LA LOI

### Application de la Loi

2(1) Le Ministre est chargé de l’application et de l’exécution de la présente loi; il peut désigner une personne pour le représenter.

2(2) The Minister of Finance and Treasury Board may designate a person to act on his behalf under this Act.

2019, c.29, s.110

## OWNERSHIP

### Ownership of oil and natural gas

3 All oil and natural gas is hereby declared to be, and to have been at all times prior hereto, property separate from the soil and vested in the Crown in the right of the Province.

## EXPLORATION RIGHTS

### Exploration rights

4(1) No person shall explore for, or cause to be explored for, oil or natural gas unless he has a geophysical licence, a licence to search or a lease.

4(2) No person shall drill any well unless

- (a) he has a well licence, or
- (b) he drills the well on behalf of a person who has a well licence.

1985, c.19, s.2

## ACCESS

### Access

5 Persons authorized by the Minister to enforce the provisions of this Act and the regulations, at any reasonable time and upon the presentation of an identification card issued by the Minister,

- (a) may have access to all wells, equipment, plants, locations and records,
- (b) may enter upon and inspect any well or any place at which oil or natural gas is refined, handled, processed, produced, injected, or treated, or any place used or occupied in connection with a well or a place at which oil or natural gas is refined, handled, processed, produced, injected or treated,
- (c) may inspect all books, documents, records, plants and equipment pertaining to any such wells or place, and

2(2) Le ministre des Finances et du Conseil du Trésor peut désigner une personne pour le représenter en application de la présente loi.

2019, ch. 29, art. 110

## DROIT DE PROPRIÉTÉ

### Propriété du pétrole et du gaz naturel

3 Le pétrole et le gaz naturel sont déclarés être et avoir toujours été des biens distincts du sol, appartenant à la Couronne du chef de la province.

## DROITS DE PROSPECTION ET D'EXPLORATION

### Droits de prospection et d'exploration

4(1) Nul ne peut rechercher ou faire rechercher du pétrole ou du gaz naturel sans être titulaire d'une licence de prospection géophysique, d'un permis de recherche ou d'un bail.

4(2) Nul ne peut forer un puits

- a) s'il n'est titulaire d'un permis de forage, ou
- b) s'il n'agit pas pour le compte d'une personne titulaire d'un permis de forage.

1985, ch. 19, art. 2

## DROIT DE VISITE ET DE CONTRÔLE

### Droit de visite et de contrôle

5 Les personnes que le Ministre a chargées de l'exécution des dispositions de la présente loi et du règlement peuvent, à toute heure raisonnable et sur présentation de la carte d'identité qu'il leur a délivrée,

- a) avoir accès aux puits, équipements, usines, emplacements et dossiers,
- b) se rendre sur l'emplacement d'un puits ou à tout endroit où du pétrole ou du gaz naturel est raffiné, manipulé, transformé, produit, injecté ou traité, ou à tout endroit utilisé ou occupé en liaison avec un tel puits ou endroit et y procéder à des inspections,
- c) consulter tous les registres, documents et dossiers et visiter les installations et équipements, afférents à ces puits ou endroits, et

(d) may take samples or carry out any tests or examinations desired.

d) prélever des échantillons ou effectuer les essais ou contrôles souhaités.

### CONFLICTS OF INTERESTS

#### Conflicts of Interests

6(1) No employee of the Province responsible for the administration and enforcement of this Act and the regulations shall have a monetary interest of any description, directly or indirectly, in any oil or natural gas property in the Province, or in any business engaged in any phase of the oil and natural gas industry in the Province.

6(2) An employee who violates or fails to comply with subsection (1) commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category F offence, and in addition to any sentence that may be imposed, the employee shall forfeit the employee's office.

1984, c.53, s.2; 1990, c.61, s.96

### SUMMONS TO WITNESS

1986, c.4, s.39

#### Summons to Witness

7(1) A summons to witness shall not issue out of any court requiring the attendance of the Minister or any employee of the Province in his official capacity under this Act, nor shall any document in his official custody or possession be produced without an order of the court or a judge thereof.

7(2) Any employee responsible for the administration and enforcement of this Act shall not disclose any information obtained by him in his official capacity that the Minister certifies is not in the public interest to be divulged.

1986, c.4, s.39

### RIGHT OF ENTRY

#### Right of entry – Crown land

8 Subject to this Act, Crown lands may be entered upon and explored for oil and natural gas with the consent of the Minister upon such terms and conditions as he prescribes.

2012, c.52, s.38; 2016, c.37, s.128

### CONFLITS D'INTÉRÊTS

#### Conflits d'intérêts

6(1) Nul employé de la province chargé de l'application et de l'exécution de la présente loi et des règlements ne peut avoir un intérêt pécuniaire quelconque, directement ou indirectement, dans des biens pétroliers ou gaziers dans la province ou dans toute entreprise exerçant une activité qui relève de l'industrie du pétrole ou du gaz naturel dans la province.

6(2) Tout employé qui contrevient ou omet de se conformer au paragraphe (1) commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe F, et en sus de toute autre sentence qui peut être imposée, l'employé est déchu de ses fonctions.

1984, ch. 53, art. 2; 1990, ch. 61, art. 96

### ASSIGNATION À TÉMOIN

1986, c.4, art.39

#### Assignment à témoin

7(1) Aucun tribunal ne peut délivrer une assignation à témoin prescrivant la comparution du Ministre ou d'un employé de la province dans l'exercice de ses fonctions au titre de la présente loi et les documents qu'ils gardent ou détiennent en vertu de leurs fonctions ne peuvent être produits sans une ordonnance du tribunal ou d'un des juges qui le compose.

7(2) Les employés chargés de l'application et de l'exécution des dispositions de la présente loi ne peuvent divulguer les renseignements qu'ils ont obtenus à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions si le Ministre certifie que l'intérêt public s'y oppose.

1986, ch. 4, art. 39

### DROIT D'ACCÈS

#### Droit d'accès sur les terres de la Couronne

8 Sous réserve des dispositions particulières de la présente loi, il est permis, avec le consentement du Ministre et aux conditions qu'il détermine, de pénétrer sur les terres de la Couronne et d'y rechercher du pétrole et du gaz naturel.

2012, ch. 52, art. 38; 2016, ch. 37, art. 128

**Right of entry**

**9(1)** No licensee, lessee, geophysical licensee, permittee, or well licensee shall enter on and use or cause entry upon any lands other than Crown lands, for the purpose of exploring in any manner whatsoever for oil and natural gas, or for the doing of any other act thereon unless he obtains the right to enter on and use that land either

- (a) by agreement with the owner, tenant or occupant of such lands, or
- (b) by obtaining a special order from the Minister under this Act.

**9(1.1)** A person acting on behalf of a licensee, lessee, geophysical licensee, permittee or well licensee for the purpose of entering into an agreement referred to in paragraph (1)(a) shall be a member in good standing of the International Right of Way Association or shall meet any equivalent qualifications that are acceptable to the Minister.

**9(2)** Subject to this Act and the regulations,

- (a) the holder of a licence to search, well licence or lease or the holder's agent, has the right to the use and possession of whatever part of the surface of the location that is necessary for the purpose of exploring for, winning, extracting and delivering oil or natural gas, or both, from the location, and
- (b) the holder of a geophysical licence or the holder's agent has the right to the use and possession of whatever part of the surface of the location that is necessary for the purpose of exploring for oil or natural gas, or both, from the location.

**9(3)** A person who enters upon Crown land for the purpose of exploring for, winning, extracting or delivering oil or natural gas, or both, is liable to pay compensation to the Crown in the right of the Province for any loss or damage caused by reason of the entry or operations, or both, in an amount to be determined by agreement, or failing an agreement, by The Court of King's Bench of New Brunswick or any judge thereof acting

**Droit d'accès**

**9(1)** Les concessionnaires et les titulaires d'un permis de recherche, d'une licence de prospection géophysique, d'un permis de travaux géophysiques ou d'un permis de forage ne peuvent, personnellement ou par personnes interposées, pénétrer sur des terrains autres que ceux de la Couronne ou les utiliser en vue d'y effectuer des travaux de prospection de quelque façon que ce soit pour découvrir du pétrole ou du gaz naturel ou d'y accomplir tout autre acte sans obtenir au préalable le droit d'y pénétrer et de les utiliser

- a) soit par une entente avec le propriétaire, le locataire ou l'occupant de ces terrains,
- b) soit en obtenant un arrêté spécial du Ministre en application de la présente loi.

**9(1.1)** Une personne qui agit pour le compte d'un titulaire de licence de prospection géophysique, d'un concessionnaire ou du titulaire d'un permis de travaux géophysiques ou d'un permis de forage en vue de conclure l'entente prévue à l'alinéa 9(1)a) doit être membre en règle de la *International Right of Way Association* ou doit posséder des qualités équivalentes que le Ministre juge acceptables.

**9(2)** Sous réserve de la présente loi et des règlements,

- a) le titulaire d'un permis de recherche, d'un permis de forage ou d'un bail ou le représentant d'une de ces personnes, a le droit d'utiliser et de posséder toute partie, peu importe laquelle, de la surface correspondant à l'emplacement qui est nécessaire pour y rechercher, y extraire et en évacuer du pétrole ou du gaz naturel ou l'une et l'autre de ces substances, et
- b) le titulaire d'une licence de prospection géophysique ou son représentant a le droit d'utiliser et de posséder toute partie, peu importe laquelle, de la surface correspondant à l'emplacement qui est nécessaire pour y rechercher du pétrole ou du gaz naturel ou l'une et l'autre de ces substances.

**9(3)** La personne qui pénètre sur des terres de la Couronne en vue d'y rechercher, d'y extraire ou d'en évacuer du pétrole ou du gaz naturel ou l'une et l'autre de ces substances est tenue de verser à la Couronne du chef de la province, en réparation de tout dommage occasionné du fait de l'entrée ou des travaux exécutés ou des deux à la fois, une indemnité dont le montant est fixé par entente ou, à défaut, par la Cour du Banc du Roi du

under Part II of the *Expropriation Act*, on application by the Minister, which amount, if any, shall upon determination be paid to the Minister of Finance and Treasury Board.

9(4) A person who enters upon any land other than Crown land for the purpose of exploring for, winning, extracting or delivering oil or natural gas, or both, is liable to pay compensation to a person having an interest therein for any loss or damage to land or chattels caused by reason of the entry, occupation or operation, and if the parties cannot agree as to the amount of the compensation, the amount shall be determined by The Court of King's Bench of New Brunswick or any judge thereof acting under Part II of the *Expropriation Act* on application by either of the parties.

1985, c.4, s.52; 1987, c.6, s.75; 2001, c.20, s.2; 2013, c.12, s.2; 2019, c.29, s.110; 2023, c.17, s.182

### Special order to enter and use land

10(1) A licensee, a geophysical licensee, a well licensee, or a lessee who is unable to make an agreement with the owner, tenant or occupant of private land for the right to enter and use the land covered by his licence to search, well licence, approved geophysical plan or lease, or any part thereof, may apply in writing to the Minister, for a special order to enter such land.

10(2) No application shall be made under subsection (1) unless the applicant has served upon the owner, tenant or occupier of the land five clear days prior to the making of the application, written notice of the intention to make the said application.

10(3) Upon receipt by the Minister of the application and of evidence that notice of intention has been served and delivered as required by subsection (2), the Minister

(a) shall fix a date for the hearing of the application which shall not be later than ten clear days after the date on which the Minister received the application and evidence,

(b) may require the applicant to give such notice of the hearing in such manner and to such persons as he may direct, and

Nouveau-Brunswick ou un de ses juges agissant en vertu de la Partie II de la *Loi sur l'expropriation*, à la demande du Ministre; l'indemnité, une fois fixée, doit être payée au ministre des Finances et du Conseil du Trésor.

9(4) La personne qui pénètre sur des terres autres que celles de la Couronne en vue d'y rechercher, d'y extraire ou d'en évacuer du pétrole ou du gaz naturel ou l'une et l'autre de ces substances est tenue d'indemniser toute personne ayant un droit sur ces terres de tout dommage occasionné aux terrains ou à des biens personnels du fait de l'entrée, de l'occupation ou des travaux exécutés; à défaut d'entente sur le montant de l'indemnité, celle-ci est fixée à la demande de l'une ou l'autre des parties par la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick ou un de ses juges agissant en vertu de la Partie II de la *Loi sur l'expropriation*.

1985, ch. 4, art. 52; 1987, ch. 6, art. 75; 2001, ch. 20, art. 2; 2013, ch. 12, art. 2; 2019, ch. 29, art. 110; 2023, ch. 17, art. 182

### Arrêté spécial pour pénétrer sur les terrains

10(1) Le concessionnaire ou le titulaire d'un permis de recherche, d'une licence de prospection géophysique ou d'un permis de forage qui ne parvient pas à conclure avec le propriétaire, le locataire ou l'occupant de terrains privés une entente lui conférant le droit de pénétrer sur tout ou partie de sa concession ou des terrains visés par son permis de recherche ou de forage ou son plan de prospection géophysique agréé, peut demander par écrit au Ministre de prendre un arrêté spécial l'autorisant à pénétrer sur ces terrains.

10(2) La personne qui veut présenter une demande en application du paragraphe (1) ne peut le faire qu'après avoir signifié au propriétaire, au locataire ou à l'occupant du terrain un avis l'informant, cinq jours francs à l'avance, de son intention de saisir le Ministre.

10(3) Dès réception de la demande et de la preuve qu'un avis d'intention a été signifié et délivré conformément au paragraphe (2), le Ministre

a) fixe la date de l'audition de la demande qui doit avoir lieu dans les dix jours francs de la date à laquelle il a reçu la demande et la preuve,

b) peut enjoindre au requérant de donner avis de l'audience de la manière et aux personnes qu'il détermine, et

(c) may in his sole discretion and without giving reasons therefor, grant or deny such special order upon such terms and conditions as he considers proper.

**10(4)** If the parties have not agreed to the amount of compensation at the time of the grant of the special order, the determination of the compensation shall be referred to The Court of King's Bench of New Brunswick or any judge thereof acting under Part II of the *Expropriation Act* by either party.

**10(5)** Notwithstanding subsection (3), the special order is effective upon the date of issue, and the Minister may require the licensee, geophysical licensee, well licensee or lessee to give security in the form as prescribed in section 54 to ensure payment of the compensation agreed to or to be determined pursuant to subsection (4) before entry is effected on the land subject to that special order.

**10(6)** Where there are several owners, tenants or occupants of the land to be entered and used and there are in the opinion of the Minister, special difficulties in effecting service of any notice under this section, the Minister may order substituted service in such manner as he determines.

1984, c.53, s.3; 1985, c.4, s.52; 1987, c.6, s.75; 2023, c.17, s.182

## TERMINATION OF THE SPECIAL ORDER

### Termination of the special order

**11(1)** If at any time after the expiration of two months from the date of a special order, the licensee, geophysical licensee, well licensee, or lessee has not commenced to use or ceases to use the surface of the land, or any part thereof, the special order terminates.

**11(2)** If it is indicated to the Minister that a special order should not terminate in accordance with subsection (1), the Minister may, if in his opinion the conditions warrant, make an order continuing the special order.

c) peut, à sa seule discrétion et sans être tenu de motiver sa décision, accorder l'arrêté spécial demandé aux conditions qu'il estime convenir ou refuser de l'accorder.

**10(4)** À défaut d'entente entre les parties sur le montant de l'indemnité au moment où le Ministre prend l'arrêté spécial, l'une ou l'autre peut saisir la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick ou un de ses juges agissant en vertu de la Partie II de la *Loi sur l'expropriation*.

**10(5)** Nonobstant le paragraphe (3), l'arrêté spécial produit ses effets à compter de la date à laquelle il est pris; le Ministre peut enjoindre au concessionnaire ou au titulaire du permis de recherche, de la licence de prospection géophysique ou du permis de forage de constituer un cautionnement, dans les conditions fixées à l'article 54, pour garantir le paiement de l'indemnité convenue ou à déterminer conformément au paragraphe (4) avant de pénétrer sur les terrains visés par l'arrêté spécial.

**10(6)** En cas de pluralité de propriétaires, de locataires ou d'occupants, le Ministre peut, s'il estime que la signification de l'avis mentionné au présent article pose des difficultés particulières, ordonner qu'elle se fasse de la manière qu'il fixe.

1984, ch. 53, art. 3; 1985, ch. 4, art. 52; 1987, ch. 6, art. 75; 2023, ch. 17, art. 182

## CESSATION DES EFFETS DE L'ARRÊTÉ SPÉCIAL

### Cessation des effets de l'arrêté spécial

**11(1)** L'arrêté spécial cesse de produire ses effets si le titulaire du permis de recherche, de la licence de prospection géophysique ou du permis de forage ou le concessionnaire n'a pas entrepris d'utiliser tout ou partie de la surface des terrains dans les deux mois qui suivent la date de l'arrêté spécial ou, s'il a commencé dans ce délai, dès qu'il cesse d'utiliser le terrain.

**11(2)** Le Ministre peut, s'il lui est indiqué que l'arrêté spécial ne devrait pas cesser de produire ses effets conformément au paragraphe (1) et s'il estime que les circonstances le justifient, prendre un arrêté de prolongation.

**GEOPHYSICAL EXPLORATION****Geophysical licence for exploration**

**12** No person, on his own behalf or for or on behalf of others, shall undertake geophysical exploration whether on land, water or by aircraft unless he is

- (a) a geophysical licensee, or
- (b) a permittee acting on behalf of a geophysical licensee.

1985, c.19, s.3

**Application for geophysical licence**

**13(1)** An application for a geophysical licence shall be made in writing to the Minister.

**13(2)** The Minister may grant a geophysical licence subject to the terms and conditions established by or in accordance with the regulations to an applicant where the applicant furnishes the Minister with security as prescribed by section 54.

**13(2.1)** The Minister may, at any time, impose any additional terms and conditions on a geophysical licence that the Minister considers appropriate.

**13(3)** The Minister may require such additional security to be furnished as he directs.

**13(4)** The security shall be refunded to the geophysical licensee upon evidence being furnished, to the satisfaction of the Minister, that the operations were conducted in accordance with this Act and the regulations and that all reports and information required under this Act and the regulations have been submitted.

**13(5)** Where an applicant for a geophysical licence has a security on deposit with the Minister of Finance and Treasury Board, the Minister in his discretion may exempt the applicant from the requirement of subsection (2).

1985, c.19, s.4; 2013, c.12, s.3; 2019, c.29, s.110

**PROSPECTION GÉOPHYSIQUE****Licence de prospection géophysique ou permis de travaux géophysiques**

**12** Nul ne peut, à son propre compte ou pour le compte ou au nom d'autrui, entreprendre la prospection géophysique, que ce soit à terre, en mer ou par aéronef,

- a) s'il n'est pas titulaire d'une licence de prospection géophysique, ou
- b) s'il n'est pas titulaire d'un permis de travaux géophysiques agissant pour le compte d'un titulaire de licence de prospection géophysique.

1985, ch. 19, art. 3

**Demande de délivrance d'une licence**

**13(1)** Les demandes de licences de prospection géophysique doivent être adressées par écrit au Ministre.

**13(2)** Le Ministre peut accorder à un requérant une licence de prospection géophysique aux conditions établies par les règlements ou y sont conformes, contre remise du dépôt de garantie prévu à l'article 54.

**13(2.1)** Le Ministre peut assortir une licence de prospection géophysique de modalités et de conditions additionnelles qu'il estime indiquées et ce, en tout temps.

**13(3)** Le Ministre peut exiger la constitution de garanties complémentaires suivant ce qu'il prescrit.

**13(4)** Le dépôt de garantie est restitué au titulaire de la licence de prospection géophysique après justification, jugée satisfaisante par le Ministre, de la réalisation des opérations en conformité de la présente loi et des règlements, ainsi que de la remise de tous rapports et renseignements requis en vertu de la présente loi et des règlements.

**13(5)** Si le requérant d'une licence de prospection géophysique a déjà constitué un dépôt de garantie entre les mains du ministre des Finances et du Conseil du Trésor, le Ministre peut, à sa discrétion, l'exempter de la prescription du paragraphe (2).

1985, ch. 19, art. 4; 2013, ch. 12, art. 3; 2019, ch. 29, art. 110

**Transferability of geophysical licence**

**14** A geophysical licence is not transferable without the written consent of the Minister.

**Cancellation of geophysical licence by Minister**

**15(1)** The Minister may cancel a geophysical licence where the holder of such licence does not comply with a provision of this Act or the regulations.

**15(2)** Unless a condition exists that in the opinion of the Minister is a danger to any person or to public or private property, the Minister shall not cancel a geophysical licence under subsection (1) until he has given the holder thereof thirty days notice, or such longer time as he deems advisable, to rectify the default, and if such default is not rectified within the notice period then the geophysical licence shall be cancelled.

**15(3)** Where the Minister receives notification that a default has been rectified, the Minister shall give the geophysical licensee written acknowledgement that the rectification is satisfactory and that he may continue operations.

**Exclusive right of licensee or lessee to do work**

**16(1)** Subject to subsection (2) and section 12, a licensee or lessee has the exclusive right to do geophysical work and geophysical exploration work and exploratory drilling for oil or natural gas, or both, within the boundaries of his licence to search or lease.

**16(2)** Notwithstanding the issuance or existence of a licence to search or lease a geophysical licensee may

- (a) carry out testhole drilling to a depth of one hundred fifty metres,
- (b) carry out testhole drilling to a depth not exceeding four hundred fifty metres if he has written approval from the Minister, or
- (c) carry out geological work or geophysical exploration other than testhole drilling

**Condition pour la cession des licences**

**14** Les licences de prospection géophysique ne sont pas cessibles sans le consentement écrit du Ministre.

**Révocation d'une licence par le Ministre**

**15(1)** Le Ministre peut révoquer une licence de prospection géophysique lorsque le titulaire ne se conforme pas à une disposition de la présente loi ou du règlement.

**15(2)** Sauf dans une situation qu'il juge dangereuse pour des personnes ou des biens publics ou privés, le Ministre ne peut révoquer une licence de prospection géophysique en vertu du paragraphe (1) qu'après avoir donné au titulaire un avis l'invitant à remédier au manquement constaté dans les trente jours ou dans le délai plus long qu'il estime indiqué; faute de ce faire dans le délai accordé, la licence de prospection géophysique est révoquée.

**15(3)** Dès qu'il est avisé qu'il a été remédié au manquement constaté, le Ministre remet au titulaire de la licence de prospection géophysique une attestation écrite constatant le caractère satisfaisant des mesures prises et l'autorisant à poursuivre son activité.

**Droit exclusif du titulaire d'un permis ou du concessionnaire**

**16(1)** Sous réserve du paragraphe (2) et de l'article 12, le titulaire d'un permis de recherche ou le concessionnaire a le droit exclusif d'effectuer des travaux géologiques, des travaux de prospection géophysique et des forages d'exploration pour découvrir du pétrole ou du gaz naturel ou l'une et l'autre de ces substances à l'intérieur du périmètre de son permis de recherche ou de sa concession.

**16(2)** Nonobstant la délivrance ou l'existence d'un permis de recherche ou d'un bail, le titulaire d'une licence de prospection géophysique peut, à l'intérieur du périmètre de ce permis ou de la concession et conformément au règlement,

- a) entreprendre des trous d'essai jusqu'à une profondeur de cent cinquante mètres,
- b) entreprendre des trous d'essai jusqu'à une profondeur de quatre cent cinquante mètres avec l'approbation écrite du Ministre, ou
- c) effectuer des travaux géologiques ou de prospection géophysique autres que des trous d'essai.



in accordance with the regulations within the boundaries of any licence to search or of any lease.

**16(3)** A person who performs exploration activities as described in subsection (2) shall not interfere with the operations of any holder of a mining or mineral claim or mining lease under the *Mining Act*, any holder of a mining licence or mining lease continued under the *Mining Act*, any holder of a mining right granted under the *Ownership of Minerals Act* or section 25 of the *Mining Act* or any predecessor of that section or any licensee or lessee under the *Bituminous Shale Act* or any holder of a right under this Act for the location upon which the activities are conducted.

1977, c.M-11.1, s.21; 1985, c.M-14.1, s.134; 2001, c.20, s.3; 2013, c.12, s.4

### Terms and conditions on a geophysical permit

**16.01** The Minister may, at any time, impose any terms and conditions on a geophysical permit that the Minister considers appropriate.

2013, c.12, s.5

### Abandonment of shotholes and testholes

**16.02(1)** A permittee shall plug a shothole or testhole in accordance with the regulations or with the method required by the Minister.

**16.02(2)** If a conflict exists between the regulations and the method required by the Minister, the method required by the Minister prevails.

2013, c.12, s.5

### On-shore well licence

**16.1** Sections 16.2 to 16.8 apply to on-shore well licences.

2012, c.34, s.2

### Granting of well licence

**16.2(1)** The Minister may grant a well licence to an applicant if the Minister is satisfied with the drilling program proposed by the applicant and the applicant has complied with the other requirements of section 16.3.

**16(3)** Une personne qui entreprend des activités de prospection et d'exploration telles que celles décrites au paragraphe (2) ne doit pas gêner les opérations du titulaire d'un claim minier ou d'un claim minéral ou d'un bail minier en vertu de la *Loi sur les mines*, du titulaire d'un permis d'exploitation ou d'un bail minier maintenu en vertu de *Loi sur les mines*, du titulaire de droit minier octroyé en vertu de la *Loi sur la propriété des minéraux* ou de l'article 25 de la *Loi sur les mines* ou de tout prédecesseur de cet article ou du titulaire de licence ou de permis ou d'un concessionnaire en vertu de la *Loi sur les schistes bitumineux* ou du titulaire d'un droit en vertu de la présente loi à l'égard de l'emplacement où se déroulent les activités.

1977, ch. M-11.1, art. 21; 1985, ch. M-14.1, art. 134; 2001, ch. 20, art. 3; 2013, ch. 12, art. 4

### Modalités et conditions d'un permis de travaux géophysiques

**16.01** Le Ministre peut assortir un permis de travaux géophysiques de modalités et de conditions qu'il estime indiquées et ce, en tout temps.

2013, ch. 12, art. 5

### Abandon des trous de tir et des trous d'essais

**16.02(1)** Le titulaire d'un permis de travaux géophysiques doit procéder à l'obturation d'un trou de tir ou d'un trou d'essai conformément aux règlements ou d'après la méthode exigée par le Ministre.

**16.02(2)** En cas de conflit entre les règlements et la méthode exigée par le Ministre, cette dernière l'emporte.

2013, ch. 12, art. 5

### Permis de forage terrestre

**16.1** Les articles 16.2 à 16.8 s'appliquent aux permis de forage terrestres.

2012, ch. 34, art. 2

### Accord d'un permis de forage

**16.2(1)** Le Ministre peut accorder un permis de forage s'il juge que le programme de forage proposé par le requérant est satisfaisant et que ce dernier a rempli toutes les autres exigences de l'article 16.3.

**16.2(2)** The Minister may impose the terms and conditions on a well licence that the Minister considers appropriate.

2012, c.34, s.2

#### **Application for well licence**

**16.3** An application for a well licence shall be on a form provided by the Minister and shall be accompanied by the following:

- (a) the fee prescribed by regulation;
- (b) the security deposit prescribed by regulation;
- (b.1) proof of liability insurance coverage in the amount of \$10,000,000 for the applicant or his or her agents;
- (c) the applicant's proposed drilling program, which includes the completion program; and
- (d) any information prescribed by regulation.

2012, c.34, s.2; 2013, c.12, s.6; 2015, c.4, s.2

#### **Amendment of well licence**

**16.4(1)** A well licensee shall, in the following circumstances, apply to the Minister for an amendment to the well licence:

- (a) the name of the well licensee will change;
- (b) the name of the well will change; or
- (c) the well licensee's drilling program will change.

**16.4(1.1)** A well licensee may apply to the Minister for an amendment to any term or condition imposed on the well licence.

**16.4(2)** An application under subsection (1) or (1.1) shall be on a form provided by the Minister and shall be accompanied by any information prescribed by regulation.

**16.4(3)** An application to amend a well licence with respect to either of the following matters shall be accompanied by the fee prescribed by regulation:

- (a) changing the name of the well licensee; or

**16.2(2)** Le Ministre peut assortir le permis de forage des modalités et des conditions qu'il estime indiquées.

2012, ch. 34, art. 2

#### **Demande de permis de forage**

**16.3** La demande de permis de forage est présentée au moyen de la formule fournie par le Ministre et est accompagnée de ce qui suit :

- a) des droits prescrits par règlement;
- b) du dépôt de garantie prescrit par règlement;
- b.1) la preuve que le demandeur a une assurance responsabilité dont la couverture s'élève à 10 000 000 \$ pour lui-même ou ses représentants;
- c) du programme de forage, lequel comprend le programme de complétion, proposé par le requérant;
- d) de tout renseignement exigé par les règlements.

2012, ch. 34, art. 2; 2013, ch. 12, art. 6; 2015, ch. 4, art. 2

#### **Modification d'un permis de forage**

**16.4(1)** Le titulaire d'un permis de forage, doit demander au Ministre une modification à son permis pour l'une des raisons suivantes :

- a) pour changer le nom du titulaire;
- b) pour changer le nom du puits;
- c) pour faire une modification à son programme de forage.

**16.4(1.1)** Le titulaire d'un permis de forage peut demander au Ministre la modification de son permis pour en changer une modalité ou une condition.

**16.4(2)** La demande prévue au paragraphe (1) ou (1.1) est faite au moyen du formulaire fourni par le Ministre et doit être accompagnée des renseignements exigés par les règlements.

**16.4(3)** La demande de modification du permis de forage sur l'un ou l'autre des objets suivants doit être accompagnée des droits prescrits par règlement :

- a) le changement de nom du titulaire;

(b) changing the name of the well.

2012, c.34, s.2; 2015, c.4, s.3

### **Transfer of well licence**

**16.5(1)** A well licence is not transferable without the written approval of the Minister.

**16.5(2)** An application to obtain the approval of the Minister to transfer a well licence shall be on a form provided by the Minister and shall be accompanied by the following:

- (a) the fee prescribed by regulation;
- (b) the security deposit prescribed by regulation; and
- (c) proof of liability insurance coverage in the amount of \$10,000,000 for the person to whom the well licence is to be transferred.

2012, c.34, s.2; 2013, c.12, s.7

### **Liability insurance**

**16.51(1)** During the term of a well licence, the well licensee shall maintain liability insurance coverage in the amount of \$10,000,000 for the licensee or his or her agents.

**16.51(2)** A well licensee shall notify the Minister immediately of any change in the liability insurance coverage, including a cancellation.

2013, c.12, s.8

### **Cancellation of well licence**

**16.6(1)** If a well licensee violates or fails to comply with a provision of this Act or the regulations or with a term or condition imposed on the licence, the Minister may give written notice to the well licensee specifying the violation or non-compliance and setting out a schedule for compliance.

**16.6(2)** Unless the well licensee remedies the violation or non-compliance to the satisfaction of the Minister in accordance with the schedule for compliance, the Minister may cancel the well licence.

**16.6(3)** When the Minister cancels a well licence, the well licensee continues to be liable for any obligation for

b) le changement de nom du puits.

2012, ch. 34, art. 2; 2015, ch. 4, art. 3

### **Transfert d'un permis de forage**

**16.5(1)** Le permis de forage ne peut faire l'objet d'un transfert sans l'approbation écrite du Ministre.

**16.5(2)** La demande d'approbation au transfert du permis de forage est présentée au moyen de la formule fournie par le Ministre et est accompagnée de ce qui suit :

- a) des droits prescrits par règlement;
- b) du dépôt de garantie prescrit par règlement;
- c) la preuve que le destinataire projeté du transfert a une assurance responsabilité dont la couverture s'élève à 10 000 000 \$.

2012, ch. 34, art. 2; 2013, ch. 12, art. 7

### **Assurance responsabilité**

**16.51(1)** Pendant la durée du permis de forage, son titulaire doit maintenir une assurance responsabilité dont la couverture s'élève à 10 000 000 \$ pour lui-même ou ses représentants.

**16.51(2)** Le titulaire d'un permis de forage doit aviser le Ministre de tout changement quant à son assurance responsabilité, notamment l'annulation de celle-ci.

2013, ch. 12, art. 8

### **Annulation d'un permis de forage**

**16.6(1)** Dans le cas où un titulaire de permis de forage contrevient ou omet de se conformer à une disposition de la présente loi ou des règlements ou à une modalité ou à une condition du permis, le Ministre peut lui adresser un avis écrit lui signalant le non-respect et l'échéancier qui lui est donné pour y remédier.

**16.6(2)** Le Ministre peut annuler le permis de forage à moins que son titulaire ne remédie au non-respect à la satisfaction du Ministre conformément à l'échéancier qui lui a été donné.

**16.6(3)** L'annulation du permis de forage par le Ministre ne libère en aucune façon son titulaire des obligations

which the licensee was liable under this Act or the regulations immediately before the cancellation.

2012, c.34, s.2

### **Return of security deposit**

**16.7** If a well licensee transfers a well licence or abandons a well to the satisfaction of the Minister, the security deposit shall be returned to that well licensee.

2012, c.34, s.2

### **Prior approvals, well licences, fees and security deposits**

**16.8(1)** A well licence or an approval concerning a well granted before the commencement of this section by the Minister or his or her predecessors shall be deemed to have been validly granted and is confirmed and ratified.

**16.8(2)** A fee or a security deposit collected by the Minister or his or her predecessors with respect to a well licence or an approval concerning a well that was granted before the commencement of this section shall be deemed to have been validly collected and is confirmed and ratified.

**16.8(3)** Any act or thing done by the Minister of Finance and Treasury Board before the commencement of this section with respect to a security deposit to defray the cost of, or the cost incidental to, the work of control, completion, suspension or abandonment of the well to the satisfaction of the Minister shall be deemed to have been validly done and is confirmed and ratified.

**16.8(4)** No action or other proceeding to question or in which is questioned the validity of the well licences, approvals, fees and security deposits referred to in subsections (1) and (2), or the authority of the Minister to grant those well licences and approvals or collect those fees and security deposits, shall lie or be instituted against the Crown in right of the Province, the Minister or a person designated to act on behalf of the Minister, if the Minister acted in good faith.

**16.8(5)** No action or other proceeding to question or in which is questioned the validity of the actions or things done by the Minister of Finance and Treasury Board under subsection (3) shall lie or be instituted against the Crown in right of the Province, the Minister of Finance and Treasury Board or a person designated to act on behalf of the Minister of Finance and Treasury Board, if

auxquelles il était tenu sous le régime de la présente loi ou des règlements immédiatement avant l'annulation.

2012, ch. 34, art. 2

### **Retour du dépôt de garantie**

**16.7** Le Ministre retourne le dépôt de garantie au titulaire d'un permis de forage qui a abandonné un puits à la satisfaction du Ministre ou à l'auteur du transfert d'un permis de forage.

2012, ch. 34, art. 2

### **Approbations, permis de forage, droits et dépôts de garantie antérieurs**

**16.8(1)** Un permis de forage ou une approbation relative à un puits donnée par le Ministre ou l'un de ses prédécesseurs avant l'entrée en vigueur du présent article est réputé avoir été accordé validement et est confirmé et ratifié.

**16.8(2)** Un droit ou un dépôt de garantie perçu ou reçu par le Ministre ou l'un de ses prédécesseurs quant à un permis de forage ou quant à une approbation relative à un puits donnée avant l'entrée en vigueur du présent article est réputé avoir été perçu et reçu validement et est confirmé et ratifié.

**16.8(3)** Tout ce qui a été fait par le ministre des Finances et du Conseil du Trésor avant l'entrée en vigueur du présent article quant à un dépôt de garantie pour couvrir les coûts des travaux de contrôle, de complétion, de suspension ou d'abandon à la satisfaction du Ministre ainsi que les coûts accessoires est réputé avoir été fait validement et être confirmé et ratifié.

**16.8(4)** Est irrecevable toute action ou toute instance contre la Couronne du chef de la province ou le Ministre ou une personne qui a agi au nom de ce dernier et qui met en question la validité des permis de forage, des approbations, des droits et des dépôts de garantie visés par les paragraphes (1) et (2) ou l'autorité du Ministre quant à l'accord des permis de forage, quant aux approbations ou quant à la perception des droits ou la réception des dépôts de garantie si cela a été fait de bonne foi.

**16.8(5)** Est irrecevable toute action ou toute instance contre la Couronne du chef de la province ou le ministre des Finances et du Conseil du Trésor ou toute personne qui a agi au nom de ce dernier et qui met en question la validité de ce qui fait l'objet du paragraphe (3) si cela a été fait de bonne foi.

2012, ch. 34, art. 2; 2019, ch. 29, art. 110

the Minister of Finance and Treasury Board acted in good faith.

2012, c.34, s.2; 2019, c.29, s.110

### **Licence to search**

**17(1)** The Minister may grant a licence to search for oil or natural gas, or both, within areas in the Province specified in the licence to search.

**17(2)** Before a licence to search is granted for land that has not previously been held under a licence to search or lease or for land that has previously been held under licence to search or lease and such licence to search or lease has expired, been cancelled or surrendered, the Minister shall call for tenders for the purchase of such licence to search in a manner prescribed by regulation.

**17(3)** A licence to search may be granted upon such terms and conditions as the Minister may order within the provisions of this Act.

**17(4)** Not more than one such licence to search shall be granted and in force at the same time covering the same area or part of an area, nor shall any such licence to search be granted for land for which a lease is in force.

### **Size of licence area**

**18** A licence area contained in one licence to search shall not exceed one hundred sections and shall not be less than a special spacing area.

2001, c.20, s.4

### **On-shore or off-shore licence**

**19** The Minister shall at the time of granting of the licence to search designate the licence as an on-shore or off-shore licence to search.

2001, c.20, s.5

### **Validity of on-shore and off-shore licences**

**20(1)** An on-shore licence to search is valid for a term of three years.

**20(1.01)** Repealed: 2015, c.4, s.4

**20(1.02)** Repealed: 2015, c.4, s.4

**20(1.1)** Repealed: 2015, c.4, s.4

### **Permis de recherche**

**17(1)** Le Ministre peut accorder un permis de recherche de pétrole ou de gaz naturel ou de l'une et l'autre de ces substances dans la province sur le périmètre déterminé dans le permis.

**17(2)** Avant d'accorder un permis de recherche pour des terrains qui n'ont jamais fait l'objet d'un tel permis ou d'un bail ou pour lesquels le permis ou le bail est expiré, a été révoqué ou abandonné, le Ministre procède à un appel d'offres de la manière prévue par le règlement.

**17(3)** Les permis de recherche peuvent être accordés aux conditions que le Ministre peut fixer dans le cadre des dispositions de la présente loi.

**17(4)** Il ne peut être accordé plus d'un permis de recherche ni y avoir plus d'un permis en vigueur simultanément pour la même région ou partie de région et il ne peut non plus être accordé de permis de recherche pour des terrains faisant l'objet d'un bail en vigueur.

### **Superficie d'un permis de recherche**

**18** Le périmètre rattaché à un permis de recherche ne peut excéder plus de cent sections et ne peut être moins grand qu'une aire spéciale.

2001, ch. 20, art. 4

### **Permis de recherche terrestre ou en mer**

**19** Le Ministre classe tout permis de recherche qu'il accorde comme permis de recherche terrestre ou permis de recherche en mer.

2001, ch. 20, art. 5

### **Validité des permis terrestre et en mer**

**20(1)** Un permis de recherche terrestre est valable pour trois ans.

**20(1.01)** Abrogé : 2015, ch. 4, art. 4

**20(1.02)** Abrogé : 2015, ch. 4, art. 4

**20(1.1)** Abrogé : 2015, ch. 4, art. 4

**20(1.2)** At any time during the term of an on-shore licence to search, a licensee may apply, on a form provided by the Minister, for an extension of the term of the licence to search.

**20(1.3)** The licensee shall set out in the application the reasons for the extension.

**20(1.4)** If the Minister is satisfied that the circumstances justify the extension, the Minister may extend the on-shore licence to search for the period of time the Minister considers necessary.

**20(2)** An off-shore licence to search is valid for an initial term of two years and may be renewed for a second period of two years and thereafter for a maximum of six consecutive annual periods, with each annual renewal subject to the Minister's approval and on such terms and conditions as the Minister imposes at the granting of each annual renewal.

**20(3)** An application under subsection (2) for renewal of a licence to search shall be made to the Minister at least thirty days prior to the expiry date of the licence to search or any renewal thereof and shall be accompanied by the fee and deposit prescribed by regulation.

**20(4)** Every renewal of an off-shore licence is subject to the licensee maintaining a deposit with the Minister in an amount at least equivalent to the work requirement for the term of the renewal period.

1984, c.53, s.4; 2001, c.20, s.6; 2012, c.34, s.3; 2013, c.12, s.9; 2015, c.4, s.4

## WORK DEPOSITS

### Work deposits

**21(1)** During the initial term and renewal periods of a licence to search, the licensee shall do or cause to be done on the area for which the licence to search was granted, exploratory work to the satisfaction of the Minister in an amount prescribed by regulation.

**21(2)** Before a licence to search is granted, the Minister shall require the licensee to deposit with the Minister of Finance and Treasury Board an amount at least equivalent to the work requirement prescribed by regulation for the term of the licence to search.

**20(1.2)** Le titulaire d'un permis de recherche terrestre peut, à tout moment pendant la durée de son permis, en demander la prolongation au Ministre au moyen du formulaire que ce dernier fournit.

**20(1.3)** Le titulaire du permis doit, dans sa demande, donner les raisons qui la motivent.

**20(1.4)** Si le Ministre est convaincu que les circonstances le justifient, il peut accorder une prolongation pour le laps de temps qu'il estime nécessaire.

**20(2)** Le permis de recherche en mer est valable pendant une durée initiale de deux ans, il peut être renouvelé une première fois pour une période de deux ans et ensuite par période d'un an pendant six années consécutives au maximum; chaque renouvellement annuel doit être approuvé par le Ministre et est accordé aux conditions qu'il fixe.

**20(3)** La demande de renouvellement en vertu du paragraphe (2) d'un permis de recherche doit être adressée au Ministre au moins trente jours avant la date d'expiration et être accompagnée du droit et du dépôt de garantie prescrits par le règlement.

**20(4)** Chaque renouvellement de permis de recherche en mer est assujéti au maintien par le titulaire de permis d'un dépôt auprès du Ministre, lequel doit être une somme d'une valeur au moins équivalente à la valeur des travaux qu'il est tenu d'accomplir pour la durée prévue par le renouvellement.

1984, ch. 53, art. 4; 2001, ch. 20, art. 6; 2012, ch. 34, art. 3; 2013, ch. 12, art. 9; 2015, ch. 4, art. 4

## DÉPÔTS GARANTISSANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

### Dépôt garantissant l'exécution des travaux

**21(1)** Le titulaire d'un permis de recherche doit, pendant la durée de son permis ou de son permis renouvelé, exécuter ou faire exécuter dans le périmètre couvert par son permis, des travaux d'exploration à la satisfaction du Ministre d'une valeur correspondant au montant prévu par règlement.

**21(2)** Avant d'octroyer un permis de recherche, le Ministre doit exiger du titulaire qu'il dépose entre les mains du ministre des Finances et du Conseil du Trésor une somme au moins équivalente à la valeur des travaux qu'il est tenu d'accomplir pendant la durée du permis.

**21(3)** Repealed: 2001, c.20, s.7  
2001, c.20, s.7; 2012, c.34, s.4; 2019, c.29, s.110

### **REDISTRIBUTION OF WORK REQUIREMENTS**

2012, c.34, s.5

#### **Redistribution of work requirements**

**21.01(1)** In accordance with the regulations and on payment of the prescribed fee, a licensee may apply to the Minister for a redistribution of the expenditures required for exploratory work among one or more on-shore licences to search if

- (a) the on-shore licences to search are held by the same licensee,
- (b) the on-shore licences to search have the same date of issuance and expiry, and
- (c) the licensee has done or caused to be done exploratory work under each on-shore licence to search that meets or exceeds the minimum expenditures required for exploratory work prescribed by regulation for the term of that licence to search.

**21.01(2)** On application, the Minister may redistribute the portion of the expenditures incurred by the licensee that exceed the minimum expenditure required for exploratory work prescribed by regulation among one or more on-shore licences to search held by the licensee.

2012, c.34, s.5

### **SURRENDER OF LICENCE TO SEARCH**

2001, c.20, s.8

#### **Surrender of licence to search**

**21.1** A licence to search may be surrendered if all work requirements for the term have been met.

2001, c.20, s.8

**21(3)** Abrogé : 2001, ch. 20, art. 7  
2001, ch. 20, art. 7; 2012, ch. 34, art. 4; 2019, ch. 29, art. 110

### **RÉAFFECTATION DES DÉPENSES DE TRAVAUX**

2012, c.34, art.5

#### **Réaffectation des dépenses de travaux**

**21.01(1)** Le titulaire d'un permis de recherche peut, conformément aux règlements et sur paiement du droit prescrit, demander au Ministre une réaffectation des dépenses de travaux d'exploration auxquels il est tenu vers un ou plusieurs autres de ses permis de recherche terrestre si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le demandeur est titulaire de tous les permis de recherche terrestre touchés par la réaffectation;
- b) tous les permis de recherche terrestre touchés par la réaffectation ont été accordés à la même date et ils ont tous la même date d'expiration;
- c) la valeur des dépenses de travaux d'exploration faites pour chacun des permis de recherche touchés répond aux exigences minimales prescrites par règlement pour la durée de ce permis ou les dépasse.

**21.01(2)** Le Ministre peut, si demande lui en est faite, réaffecter la tranche des dépenses de travaux d'exploration qui ont été effectués et qui dépasse la valeur minimale requise par règlement vers un ou plusieurs autres de ses permis de recherche terrestre.

2012, ch. 34, art. 5

### **RÉTROCESSION D'UN PERMIS DE RECHERCHE**

2001, c.20, art.8

#### **Rétrocession d'un permis de recherche**

**21.1** Rétrocession d'un permis de recherche peut être faite si les exigences quant aux travaux pour la durée de validité du permis ont toutes été remplies.

2001, ch. 20, art. 8

### **GROUPING OF LICENCES TO SEARCH**

Repealed: 2001, c.20, s.9

2001, c.20, s.9

#### **Repealed**

**22** Repealed: 2001, c.20, s.10

2001, c.20, s.10

### **CONVERSION ON DISCOVERY**

Repealed: 2001, c.20, s.11

2001, c.20, s.11

#### **Repealed**

**23** Repealed: 2001, c.20, s.12

2001, c.20, s.12

### **WELL LOCATION**

Repealed: 2001, c.20, s.13

2001, c.20, s.13

#### **Repealed**

**24** Repealed: 2001, c.20, s.14

1977, c.M-11.1, s.21; 2001, c.20, s.14

### **PRODUCTION**

Repealed: 2001, c.20, s.15

2001, c.20, s.15

#### **Repealed**

**25** Repealed: 2001, c.20, s.16

2001, c.20, s.16

### **CONVERSION TO LEASE**

#### **Application for lease**

**26(1)** The licensee, at any time during the continuance of the term of the licence to search may apply, in a manner prescribed by regulation, to the Minister for a lease.

**26(2)** The Minister upon receipt of an application under subsection (1) shall grant the lease subject to the terms and conditions he imposes if the licensee has complied with this Act and the regulations.

### **GROUPEMENT DES PERMIS DE RECHERCHE**

Abrogé : 2001, c.20, art.9

2001, c.20, art.9

#### **Abrogé**

**22** Abrogé : 2001, ch. 20, art. 10

2001, ch. 20, art. 10

### **CONVERSION DU PERMIS DE RECHERCHE EN BAIL EN CAS DE DÉCOUVERTE**

Abrogé : 2001, c.20, art.11

2001, c.20, art.11

#### **Abrogé**

**23** Abrogé : 2001, ch. 20, art. 12

2001, ch. 20, art. 12

### **EMPLACEMENT DES PUITTS**

Abrogé : 2001, c.20, art.13

2001, c.20, art.13

#### **Abrogé**

**24** Abrogé : 2001, ch. 20, art. 14

1977, ch. M-11.1, art. 21; 2001, ch. 20, art. 14

### **MISE EN PRODUCTION**

Abrogé : 2001, c.20, art.15

2001, c.20, art.15

#### **Abrogé**

**25** Abrogé : 2001, ch. 20, art. 16

2001, ch. 20, art. 16

### **CONVERSION D'UN PERMIS DE RECHERCHE EN BAIL**

#### **Conversion d'un permis de recherche en bail**

**26(1)** Le titulaire d'un permis de recherche peut, à tout moment au cours de la durée du permis, demander un bail au Ministre de la manière prescrite par le règlement.

**26(2)** Dès réception d'une demande présentée en vertu du paragraphe (1), le Ministre accorde le bail aux conditions qu'il prescrit si le titulaire du permis de recherche s'est conformé aux dispositions de la présente loi et du règlement.



**26(3)** A licence to search may be converted to a lease in its entirety at the end of the licence term, if in the opinion of the Minister, all exploration commitments under the licence have been met.

**26(4)** Repealed: 2001, c.20, s.17

**26(5)** Those sections within each licence area that are not included in the areas converted from licence to search to lease shall be surrendered to the Crown in right of the Province.

2001, c.20, s.17

### LEASES

#### Lease for oil and gas production rights

**27(1)** The Minister, upon written application, may grant a lease where the application is made by the holder of a licence to search for the lands for which the application is made.

**27(2)** Notwithstanding subsection (1) the Minister may, upon the written application by the lessee, approve the transfer of the whole or part of the lease area to another lessee, and shall upon such transfer grant a new lease to such transferee upon such terms and conditions as are prescribed by the Minister.

2001, c.20, s.18

#### Call for tenders for lease

**27.1** The Minister may grant a lease to a successful bidder

(a) where a call for tenders for the purchase of the lease has been made in accordance with the regulations, and

(b) where no other licence to search or lease is in force covering the same area or part of the same area.

2001, c.20, s.19

#### Repealed

**27.2** Repealed: 2012, c.52, s.38

2001, c.20, s.19; 2012, c.52, s.38

**26(3)** Un permis de recherche peut être converti en bail et englober tout le périmètre qui y était rattaché lorsque le permis vient à expiration si, de l'avis du Ministre, tous les engagements quant à l'exploration en vertu du permis ont été remplis.

**26(4)** Abrogé : 2001, ch. 20, art. 17

**26(5)** Sont rétrocédées à la Couronne du chef de la province les sections du permis de recherche qui ne sont pas reprises dans le bail.

2001, ch. 20, art. 17

### BAUX

#### Bail d'exploitation de pétrole et de gaz naturel

**27(1)** Le Ministre peut accorder un bail lorsqu'il reçoit une demande écrite à cet effet de la part du titulaire du permis de recherche pour ces terres.

**27(2)** Nonobstant le paragraphe (1), le Ministre peut, lorsque le concessionnaire en fait la demande par écrit, approuver le transfert de tout ou partie de la concession à un autre concessionnaire il accorde alors, aux conditions qu'il stipule, un nouveau bail au concessionnaire.

2001, ch. 20, art. 18

#### Appel d'offres pour l'obtention d'un bail

**27.1** Le Ministre peut accorder un bail au plus offrant

a) lorsqu'un appel d'offres pour l'obtention d'un bail a été lancé conformément aux règlements, et

b) lorsque le périmètre visé ou une partie de celui-ci n'est pas déjà rattaché à un autre permis de recherche ou à un bail.

2001, ch. 20, art. 19

#### Abrogé

**27.2** Abrogé : 2012, ch. 52, art. 38

2001, ch. 20, art. 19; 2012, ch. 52, art. 38

**SURRENDER****Abandonment and release of lease**

**28** A lessee may, at any time, abandon and release to the Crown any part of the demised area and shall not thereafter be bound to explore or develop such portion of the area so released.

2001, c.20, s.20

**Surrender of lease**

**28.1** A licensee may, at any time, abandon and release to the Crown any part of the demised area and shall not thereafter be bound to explore or develop such portion of the area so released.

2001, c.20, s.21

**PRODUCTION RIGHTS**

2001, c.20, s.22

**Exclusive production rights**

**29** The licensee or the lessee, as the case may be, has the exclusive right to produce, or cause to be produced, from the respective licence area or lease area, as the case may be, oil and natural gas.

2001, c.20, s.23

**TERM****Term of lease**

**30** A lease shall be granted for a term of five years.

1985, c.19, s.5; 2001, c.20, s.24

**EXTENSION  
OF LEASE**

2001, c.20, s.25; 2015, c.4, s.5

**Extension of lease**

**30.1(1)** At any time during the term of a lease, a lessee may apply, on a form provided by the Minister, for an extension of the term of the lease.

**30.1(2)** The lessee shall set out in the application the reasons for the extension.

**30.1(3)** If the Minister is satisfied that the circumstances justify the extension, the Minister may extend the

**RÉTROCESSION****Abandon et délaissement d'un bail**

**28** Un concessionnaire peut, en tout temps, abandonner et délaisser au profit de la Couronne toute partie du périmètre rattaché au bail; il n'est alors plus tenu d'explorer ou d'exploiter la partie délaissée.

2001, ch. 20, art. 20

**Rétrocession d'un bail**

**28.1** Le titulaire de permis peut, en tout temps, abandonner et délaisser au profit de la Couronne toute partie du périmètre rattaché au permis de recherche; il n'est alors plus tenu d'explorer ou d'exploiter la partie délaissée.

2001, ch. 20, art. 21

**DROITS DE PRODUCTION**

2001, c.20, art.22

**Droits de production exclusifs**

**29** Le titulaire d'un permis de recherche ou le concessionnaire, selon le cas, a le droit exclusif de produire ou de faire produire du pétrole et du gaz naturel du périmètre rattaché au permis ou de la concession selon le cas.

2001, ch. 20, art. 23

**DURÉE DES BAUX****Durée du bail**

**30** Un bail est accordé pour une période de cinq ans.

1985, ch. 19, art. 5; 2001, ch. 20, art. 24

**PROLONGATION  
DE LA DURÉE DU BAIL**

2001, ch. 20, art. 25; 2015, ch. 4, art. 5

**Maintien et prolongation du bail**

**30.1(1)** Le concessionnaire peut, à tout moment pendant la durée de son bail, en demander la prolongation au Ministre au moyen du formulaire que ce dernier fournit.

**30.1(2)** Le concessionnaire doit, dans sa demande, donner les raisons qui la motivent.

**30.1(3)** Si le Ministre est convaincu que les circonstances le justifient, il peut accorder une prolongation pour le laps de temps qu'il estime nécessaire.

2001, ch. 20, art. 25; 2015, ch. 4, art. 6

lease for the period of time the Minister considers necessary.

2001, c.20, s.25; 2015, c.4, s.6

### Repealed

**30.2** Repealed: 2015, c.4, s.7

2001, c.20, s.25; 2015, c.4, s.7

## RENTAL REDUCTIONS

### Rental reductions

**31(1)** Before commercial production commences from any lease area the Minister may, upon written application, order the reduction of the rental payable under lease by an amount not exceeding the allowable expenditures, as determined by the Minister, that have been made by the lessee on exploration work within the lease area during the previous year if

- (a) the application to the Minister is made within thirty days of the end of each lease year,
- (b) the application is accompanied by an affidavit setting out the items of expenditure and the number of the lease area on which the work was done, and
- (c) the rental for any one year is not reduced pursuant to this section by more than one-half.

**31(2)** A lessee may not make an application under subsection (1) with respect to a consolidated lease.

2012, c.34, s.6

### Idem

**32(1)** Where any part of the amount referred to in section 31 is not credited to the rental of the year preceding, the rental for any subsequent year shall be reduced subject to paragraph 31(c) by the amount of that part.

**32(2)** Notwithstanding subsection (1), the rental shall not be reduced pursuant to section 31 for any year following a year in which commercial production has commenced.

### Abrogé

**30.2** Abrogé : 2015, ch. 4, art. 7

2001, ch. 20, art. 25; 2015, ch. 4, art. 7

## RÉDUCTION DU LOYER

### Réduction du loyer

**31(1)** Avant que ne commence la mise en production commerciale dans une concession, le Ministre peut, sur demande écrite qui lui est adressée, ordonner la réduction du loyer exigible en vertu du bail, d'un montant au plus égal aux dépenses admissibles, dont il détermine le montant, que le titulaire du bail a engagées au titre des travaux d'exploration effectués dans la concession pendant l'année précédente

- a) si la demande lui a été présentée dans les trente jours de la fin de chaque année du bail,
- b) si la demande est accompagnée d'un affidavit indiquant les postes de dépenses et le numéro de la concession où les travaux ont été effectués, et
- c) si le loyer d'une année donnée n'est pas réduit de plus de la moitié par application du présent article.

**31(2)** Un concessionnaire ne peut faire la demande prévue au paragraphe (1) quant à un bail de concessions unifiées.

2012, ch. 34, art. 6

### Idem

**32(1)** Toute fraction du montant visé à l'article 31 qui n'a pas été décomptée du loyer de l'année précédente peut, sous réserve de l'alinéa 31c), être déduite de celui d'une année suivante.

**32(2)** Nonobstant le paragraphe (1), le loyer des années suivant celle où commence la production commerciale ne peut être réduit conformément à l'article 31.

**CONSOLIDATED LEASES**

2012, c.34, s.7

**Consolidated leases**

**32.1(1)** A lessee may apply to the Minister in writing for a consolidated lease by which the lease areas included in more than one lease will be grouped as a single lease area.

**32.1(2)** The Minister may grant a lessee a consolidated lease if

- (a) the leases proposed to be consolidated are held by the same lessee, and
- (b) the lease areas are contiguous.

**32.1(3)** Before the Minister grants a consolidated lease, the Minister shall require the lessee to do the following:

- (a) deposit with the Minister of Finance and Treasury Board an amount at least equivalent to the work requirement prescribed by regulation for the first year of the term of the consolidated lease; and
- (b) pay to the Minister of Finance and Treasury Board the annual rent prescribed by regulation for the first year of the term of the consolidated lease, less any annual rent previously paid for that period, or a portion of that period, with respect to a lease area grouped under the consolidated lease.

2012, c.34, s.7; 2019, c.29, s.110

**GROUPING OF LEASES**

Repealed: 2001, c.20, s.26

2001, c.20, s.26

**Repealed****33** Repealed: 2001, c.20, s.27

2001, c.20, s.27

**BAIL DE CONCESSIONS UNIFIÉES**

2012, c.34, art.7

**Bail de concessions unifiées**

**32.1(1)** Un concessionnaire peut demander un bail de concessions unifiées par lequel les concessions de plusieurs baux seront groupées en une seule concession.

**32.1(2)** Le Ministre peut accorder au concessionnaire un bail de concessions unifiées si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le demandeur est le concessionnaire de tous les baux touchés;
- b) les concessions en question sont contiguës.

**32.1(3)** Le Ministre doit, avant d'accorder un bail de concessions unifiées, exiger du concessionnaire tout ce qui suit :

- a) qu'il dépose auprès du ministre des Finances et du Conseil du Trésor un montant au moins équivalent à la valeur minimale des dépenses de travaux requise par règlement pour la première année du bail de concessions unifiées;
- b) qu'il verse au ministre des Finances et du Conseil du Trésor le loyer prescrit par règlement pour la première année de la durée du bail de concessions unifiées moins les sommes déjà versées en loyer annuel pour la même période ou une partie de celle-ci quant à une concession englobée par le bail de concessions unifiées.

2012, ch. 34, art. 7; 2019, ch. 29, art. 110

**GROUPEMENT DE BAUX**

Abrogé : 2001, c.20, art.26

2001, c.20, art.26

**Abrogé****33** Abrogé : 2001, ch. 20, art. 27

2001, ch. 20, art. 27

**FORFEITURE****Forfeiture**

**34(1)** Where a lessee or licensee does not make the deposit or pay the rental required by regulation within thirty days from the date the deposit or rental is due, the Minister shall give written notice to the lessee or licensee as the case may be, specifying the default.

**34(2)** If the default referred to in subsection (1) is not remedied within thirty days of the date of the Minister's notice under subsection (1), the licence to search or lease, as the case may be, shall be cancelled by the Minister.

**34(3)** Where a lessee or licensee violates any provision of this Act or the regulations other than those referred to in subsection (1), the Minister may give written notice to the lessee or licensee, as the case may be, specifying the violation.

**34(4)** Unless the lessee or licensee, as the case may be, remedies or prepares to remedy the violation to the satisfaction of the Minister within thirty days from the date of the Minister's notice referred to in subsection (3), or such earlier time as is provided by regulation, the Minister shall cancel the lease or licence to search.

**SURVEYS****Surveys**

**35** For the purposes of this Act, a location shall be based on the survey system as set forth by regulation.

**POWERS OF THE MINISTER****Powers of the Minister**

**36** The Minister may

- (a) designate a field by describing the surface area thereof;
- (b) designate a pool by describing the surface area vertically above the pool, and by naming the geological formation and the zone in which the pool occurs;
- (c) determine whether a field or pool as described under paragraph (a) or (b) is to be operated for the production of oil or natural gas, or both;

**ANNULATION DU PERMIS DE RECHERCHE OU DU BAIL****Annulation**

**34(1)** Lorsqu'un concessionnaire ou le titulaire d'un permis de recherche ne constitue pas le dépôt de garantie ou ne paie pas le loyer prescrit par le règlement dans les trente jours de la date de leur exigibilité, le Ministre adresse à l'intéressé un avis écrit l'invitant à se mettre en règle.

**34(2)** Faute par le concessionnaire ou le titulaire du permis de recherche de se mettre en règle dans les trente jours de l'avis qui lui a été adressé en vertu du paragraphe (1), le Ministre annule le bail ou le permis de recherche, selon le cas.

**34(3)** Lorsqu'un concessionnaire ou le titulaire d'un permis de recherche enfreint une disposition de la présente loi ou du règlement, à l'exclusion de celles visées au paragraphe (1), le Ministre peut lui adresser un avis écrit lui indiquant l'infraction reprochée.

**34(4)** Sauf si le concessionnaire ou le titulaire du permis de recherche, suivant le cas, remédie ou s'apprête à remédier à l'infraction d'une façon donnant satisfaction au Ministre dans les trente jours de la date de l'avis mentionné au paragraphe (3) ou dans le délai plus court fixé par le règlement, le Ministre annule le bail ou le permis de recherche.

**QUADRILLAGE DE RÉFÉRENCE****Quadrillage de référence**

**35** Pour l'application de la présente loi, un emplacement doit être défini d'après le quadrillage de référence établi par le règlement.

**ATTRIBUTIONS DU MINISTRE****Pouvoirs du Ministre**

**36** Le Ministre peut

- a) désigner un champ par le nom du lieu où il se trouve;
- b) désigner un gisement par le nom du lieu sous lequel il se trouve et attribuer un nom à la formation géologique et à la zone où est situé le gisement;
- c) déterminer si un champ ou gisement désigné en vertu de l'alinéa a) ou b) doit être exploité en vue de

- (d) designate the area that is to be allocated to a well in connection with fixing allowable production;
- (e) control and regulate the production of oil, natural gas, and water by restriction, proration, or prohibition;
- (f) require the disposal into an underground formation or otherwise, in accordance with such terms and conditions as he prescribes, of any water produced;
- (g) prescribe the conditions under which drilling operations are to be carried out in a water-covered area, and any special measure to be taken in such operations;
- (g.1) determine special spacing areas;
- (h) prescribe other than a normal spacing area in any field, pool, or other area; and
- (i) prescribe what constitutes paying quantity with respect to any well drilled within the Province.

1984, c.53, s.5; 2001, c.20, s.28

#### **Power of Minister to restrict oil or natural gas produced**

**37** The Minister may restrict the amount of oil or natural gas, or both, that may be produced in the Province by

- (a) fixing a Provincial allowable rate of production for oil not exceeding the market demand as determined by the Minister,
- (b) allocating the Provincial allowable rate of production for oil in a reasonable manner among the producing pools in the Province by fixing the amount of oil that may be produced from each pool without waste to meet the Provincial allowable rate of production so determined,
- (c) distributing the portion of the Provincial allowable rate of production allocated to a pool among the wells in the pool in such a manner that each lessee is to produce or receive his fair share of the oil in the pool, and

la production du pétrole ou du gaz naturel ou de ces deux substances à la fois;

- d) désigner le périmètre d'un puits à l'occasion de la fixation du contingent de production;
- e) régler la production du pétrole, du gaz naturel et de l'eau par voie de limitation, de contingentement ou d'interdiction;
- f) ordonner l'élimination de l'eau extraite, soit par voie d'évacuation dans une formation souterraine, soit de toute autre manière, dans les conditions qu'il prescrit;
- g) arrêter les conditions d'exécution des opérations de forage dans les zones submergées et définir les mesures particulières à prendre au cours de ces opérations;
- g.1) déterminer les aires spéciales;
- h) déterminer dans des cas particuliers un espacement différent de la normale pour un champ, un gisement ou toute autre étendue; et
- i) déterminer ce qu'il faut entendre par quantité rentable pour tout puits foré dans la province.

1984, ch. 53, art. 5; 2001, ch. 20, art. 28

#### **Pouvoir du Ministre de limiter la production de pétrole ou de gaz naturel**

**37** Le Ministre peut limiter la quantité de pétrole ou de gaz naturel ou de ces deux substances qui peut être produite dans la province; à cet effet, il peut

- a) fixer un taux de production de pétrole admissible pour la province correspondant au plus à la demande du marché, qu'il détermine;
- b) établir une répartition raisonnable du taux de production de pétrole admissible pour la province entre les gisements productifs de la province en fixant la quantité de pétrole qui peut être produite de chaque gisement sans gaspillage;
- c) répartir la part du taux de production provincial admissible attribuée à un gisement entre les puits qui s'y trouvent de manière à ce que chaque concessionnaire produise ou reçoive sa juste part du pétrole de ce gisement;

(d) limiting the total amount of natural gas that may be produced from any pool without waste, having regard to the market demand for natural gas, as determined by him, to an amount required for the efficient use of natural gas for the production of oil and for the efficient utilization of the natural gas reserve of the Province.

1984, c.53, s.6

### **Powers of Minister to prevent waste**

**38** In order to prevent waste, the Minister may

(a) require the repressuring, recycling, or pressure maintenance of any pool or portion thereof, and for or incidental to that purpose require the introduction or injection into any pool or portion thereof of natural gas, air, water, or other substance, and

(b) require that any natural gas be gathered and processed if necessary, and that the natural gas or liquid hydrocarbon extracted therefrom be marketed or injected into an underground reservoir for storage or for any other purpose.

### **Duty of Minister to approve schemes**

**39** No person shall proceed with a scheme for

(a) repressuring, recycling, or pressure maintenance in any field or pool,

(b) the processing, storage, or disposal of natural gas, or

(c) the gathering, storage and disposal of water produced from any field or pool,

unless the Minister, by order, has approved the scheme upon the terms and conditions the Minister prescribes.

1990, c.61, s.96

## **PREVENTION OF LOSS OR DAMAGE**

### **Prevention of loss or damage**

**40** If at any time an escape of oil or natural gas from a well is not prevented or if a flow of water is not controlled, the Minister may take such means as appear to him to be necessary or expedient in the public interest to control and prevent the escape of oil, natural gas, or water.

d) fixer, compte tenu de la demande du marché, qu'il détermine, la quantité totale de gaz naturel qu'un gisement peut produire sans gaspillage en la limitant à la quantité requise pour garantir l'utilisation efficace de cette ressource pour la production de pétrole ainsi que l'utilisation efficace des ressources en gaz naturel de la province.

1984, ch. 53, art. 6

### **Pouvoir du Ministre de prévenir le gaspillage**

**38** Afin de prévenir le gaspillage, le Ministre peut

a) prescrire la recompression, le recyclage ou le maintien de la pression d'un gisement ou d'une partie d'un gisement et, à ces fins, directement ou indirectement, prescrire l'introduction ou l'injection de gaz naturel, d'air, d'eau ou d'une autre substance dans un gisement ou une partie d'un gisement, et

b) ordonner la collecte et, s'il y a lieu, le traitement du gaz naturel ainsi que la mise sur le marché ou l'injection dans un réservoir souterrain, pour stockage ou pour toute autre fin, du gaz naturel ou des hydrocarbures liquides qui en sont extraits.

### **Approbation des plans par le Ministre**

**39** Nul ne peut procéder avec un plan

a) de recompression, de recyclage ou de maintien de la pression dans un champ ou un gisement,

b) de traitement, de stockage ou de distribution du gaz naturel, ou

c) de collecte, de stockage et d'évacuation de l'eau provenant d'un champ ou d'un gisement,

à moins d'avoir reçu l'approbation du Ministre donnée par voie d'arrêté fixant les modalités et les conditions que celui-ci prescrit.

1990, ch. 61, art. 96

## **PRÉVENTION DES PERTES ET DOMMAGES**

### **Mesures préventives**

**40** En cas de carence, le Ministre peut prendre les mesures qu'il estime nécessaires ou justifiées dans l'intérêt du public pour maîtriser et empêcher les dégagements de pétrole ou de gaz naturel d'un puits ou les écoulements d'eau.

**Order to prohibit production or shut down, direction to discontinue operation**

**41(1)** Where the Minister is satisfied, after an inquiry held upon notice given to such persons as he deems proper, that a well is being operated in such a manner that any provision of this Act or the regulations is contravened or not complied with, he may order that on and after a date to be fixed by him no production is to be permitted from the well and that it is to be shut in and kept shut in until such time as he directs to the contrary.

**41(2)** Where, in the opinion of the Minister, waste, damage to property, or pollution can be prevented, he may direct that a well be shut down pending an inquiry under subsection (1), which shall be held within fifteen days of the making of the direction.

**41(3)** Where it appears to the Minister that a method or practice being employed in any drilling, completion, suspension, abandonment, or production operation is in any way inadequate, improper or hazardous, he may direct orally, confirmed by a note in the daily drilling report, that the operation be discontinued until methods approved by him are adopted.

**Power of Minister to close area**

**42(1)** Where the Minister is of the opinion that, because of hazardous conditions in a field or at a well, it is necessary or expedient to close any area and to shut out therefrom all persons except those that are specifically authorized by him, he may designate in writing the area to be closed prohibiting anyone from entering, travelling about, or remaining therein without a travel permit issued under his authority.

**42(2)** The Minister may provide for such notice as is practicable under the circumstances, and may cause the notice setting out the area to be closed to be published as in his opinion gives adequate publicity.

**42(3)** In addition to the notice provided by subsection (2), the Minister shall advise an appropriate representative of the Minister of Transport of Canada of his action under this section.

**Ordre de cessation de la production ou de fermeture, ordre de cessation des opérations**

**41(1)** Le Ministre peut, s'il est convaincu, à l'issue d'une enquête préalablement portée à la connaissance des personnes qu'il estime utile d'avertir, qu'un puits est exploité dans des conditions contrevenant ou dérogeant à une disposition de la présente loi ou du règlement, ordonner la cessation de la production de ce puits à partir de la date qu'il fixe et sa fermeture jusqu'à nouvel ordre.

**41(2)** Le Ministre peut, s'il estime qu'il est possible de prévenir les risques de gaspillage, de dommages matériels ou de pollution, ordonner la fermeture d'un puits en attendant les conclusions d'une enquête en application du paragraphe (1), qui doit avoir lieu dans un délai de quinze jours.

**41(3)** Le Ministre peut, lorsqu'il estime qu'une méthode ou un procédé utilisé dans les opérations de forage, de complétion, de suspension, d'abandon ou de production est insuffisant, inapproprié ou dangereux, ordonner oralement, avec confirmation écrite dans le rapport de forage quotidien, la cessation des opérations jusqu'à l'adoption de méthodes ayant reçu son approbation.

**Pouvoirs du Ministre d'interdire une zone**

**42(1)** Le Ministre peut, s'il estime qu'il y a lieu, en raison des dangers que présente un champ ou le chantier d'un puits, de condamner une zone donnée ou d'en permettre l'accès aux seules personnes qu'il autorise expressément, désigner par écrit la zone où il sera interdit d'entrer, de circuler ou de demeurer sans un laissez-passer délivré avec son autorisation.

**42(2)** Le Ministre peut notifier sa décision selon ce que lui permettent les circonstances et il peut faire publier l'avis délimitant la zone d'interdiction de la manière qu'il juge appropriée pour lui assurer une publicité suffisante.

**42(3)** En plus de la notification prévue au paragraphe (2), le Ministre doit prévenir un représentant compétent du ministre des Transports du Canada de son intervention en vertu du présent article.



**Power of Minister to do whatever is necessary, liability for cost of well control**

**43(1)** Without restricting the generality of section 42, if in the opinion of the Minister, the control of a well or any completion, suspension, or abandonment is not in accordance with a direction, or requirement of the Minister, he, or any person duly authorized by him, shall have access to and may enter upon the well site or any structure thereon and do whatever the Minister deems necessary because of the failure to comply with the direction or requirement.

**43(2)** The Minister of Finance and Treasury Board may use or expend all or any part of a security deposit furnished by the well licensee to defray the cost of, as determined by the Minister, or the cost incidental to the work of control, completion, suspension, or abandonment of the well to the satisfaction of the Minister.

**43(3)** The return of the deposit or any part thereof, does not relieve the well licensee of liability for any cost of or the cost incidental to the control, completion, suspension or abandonment of a well and does not reduce his liability for such cost.

**43(4)** The cost incurred by the Minister under this section remaining unpaid after applying thereto the security deposit of the well licensee held by the Minister of Finance and Treasury Board is a debt payable by the well licensee to the Crown.

2019, c.29, s.110

**Enforcement of direction, taking of possession, costs and expenses, net proceeds**

**44(1)** The Minister, for the enforcement of any direction or requirement prescribed by him under sections 42 and 43 may

- (a) take such steps and employ such persons as he considers necessary,
- (b) forcibly or otherwise enter upon, seize, and take possession of any well, together with the whole or part of the movable and immovable property in, on, or about the well or used in connection therewith or appertaining thereto together with any of the records pertinent thereto,

**Pouvoir du Ministre de prendre toute mesure nécessaire, prise en charge des frais de contrôle des puits**

**43(1)** Sans limiter la portée générale de l'article 42, lorsqu'il estime que les opérations de contrôle, de complétion, de suspension ou d'abandon d'un puits ne satisfont pas à une de ses directives ou prescriptions, le Ministre peut, lui-même ou par l'intermédiaire de toute personne qu'il a dûment autorisée, avoir accès au chantier de forage ou à toute construction qui y est située et prendre toute mesure qu'il juge nécessaire pour remédier au manquement.

**43(2)** Le ministre des Finances et du Conseil du Trésor peut utiliser ou dépenser tout ou partie du dépôt de garantie du titulaire du permis de forage pour acquitter les frais entraînés, directement ou indirectement, par l'exécution des travaux de contrôle, de complétion, de suspension ou d'abandon du puits agréés par le Ministre, ce dernier arrêtant également le montant de ces frais.

**43(3)** Le remboursement total ou partiel du dépôt de garantie ne dégage, ni totalement, ni partiellement, le titulaire du permis de forage de l'obligation qui lui incombe d'acquitter les frais entraînés directement ou indirectement par l'exécution des travaux de contrôle, de complétion, de suspension ou d'abandon du puits.

**43(4)** Constitue une créance de la Couronne à charge du titulaire du permis de forage la fraction des frais que le Ministre a supportés et qui demeurent impayés après épuisement du dépôt de garantie constitué par le titulaire du permis entre les mains du ministre des Finances et du Conseil du Trésor.

2019, ch. 29, art. 110

**Mise à exécution des directives, prise de possession, frais et charges, produit net**

**44(1)** Pour assurer l'exécution de toute directive ou prescription qu'il a donnée en application des articles 42 et 43, le Ministre peut

- a) prendre les mesures et engager les personnes qu'il estime nécessaires,
- b) de force ou de toute autre manière, pénétrer sur le chantier d'un puits, en effectuer la saisie et en prendre possession, et se saisir et prendre possession de l'ensemble ou d'une partie des biens meubles ou immeubles qui se trouvent dans le puits ou à proximité ou

- qui servent à ce puits ou en dépendent, ainsi que de tous les documents utiles,
- (c) either discontinue all production or take over the management and control of it, c) faire cesser toute production ou en prendre la charge et la direction,
- (d) plug the well at any depth, and d) obturer le puits à quelque profondeur que ce soit, et
- (e) take such steps as he considers necessary to prevent the flow of or escape of oil, natural gas, or water from any stratum that the well enters. e) prendre les mesures qu'il estime appropriées pour prévenir les écoulements ou dégagements de pétrole, de gaz naturel ou d'eau d'une couche que le puits pénètre.
- 44(2)** Upon the Minister taking possession of a well and as long as such possession continues, every officer and employee of the well licensee, his agent, or contractor shall obey the directions or requirements concerning the well given by the Minister, or by such person placed in charge or control of the well by the Minister. **44(2)** Lorsque le Ministre prend possession d'un puits et pendant la période où il en a possession, tout dirigeant ou employé du titulaire du permis de forage, son représentant ou son entrepreneur doit se conformer aux directives ou prescriptions que donne le Ministre ou la personne qu'il charge de la direction du puits.
- 44(3)** Upon possession being taken of any well, the Minister may take, deal with, and dispose of all oil and natural gas produced at the well as if it were the property of the Crown, subject to the payment of the net proceeds thereof as provided in this section. **44(3)** Lorsqu'il a pris possession d'un puits, le Ministre peut utiliser et aliéner le pétrole et le gaz naturel qui y sont produits comme s'il s'agissait de biens de la Couronne, à charge toutefois de consigner le produit net de ces opérations ainsi qu'il est dit au présent article.
- 44(4)** The costs and expenses of, and the costs and expenses incidental to, a proceeding taken by the Minister under this section are at the discretion of the Minister, and he may direct by whom, to whom, and to what extent they are to be paid. **44(4)** Le Ministre a toute latitude pour déterminer le montant des frais et charges entraînés, directement ou indirectement, par toute intervention qu'il a effectuée en vertu du présent article et il peut désigner la personne qui sera tenue de les payer, la part qui sera mise à sa charge ainsi que la personne à laquelle elle devra les payer.
- 44(5)** Without restricting the generality of the foregoing subsections, the Minister may pay, from the proceeds of the oil and natural gas produced at the well **44(5)** Sans restreindre la portée générale des paragraphes précédents, le Ministre peut imputer sur le produit provenant de l'aliénation du pétrole et du gaz naturel extraits du puits
- (a) all costs and expenses incidental to the proceedings taken by the Minister under this section, including the costs and expenses of the management, operation, and control of the well by the Minister, and a) les frais et charges entraînés par son intervention en application du présent article, notamment ceux qu'il a supportés pour la gestion, l'exploitation et la direction du puits, et
- (b) all costs and expenses of carrying out investigations and conservation measures that the Minister deems necessary in connection with the well. b) les frais et charges occasionnés par les investigations ou les mesures de protection qu'il estime nécessaire d'effectuer ou de prendre pour ce puits.
- 44(6)** The net proceeds of the oil and natural gas produced at the well remaining after the payment of the costs and expenses under subsection (5) shall be paid by the Minister into The Court of King's Bench of New **44(6)** Le Ministre doit consigner à la Cour du Banc du Roi du Nouveau-Brunswick conformément aux Règles de cette juridiction, le produit net provenant de l'aliéna-

Brunswick in accordance with the Rules of The Court of King's Bench of New Brunswick under the *Judicature Act*.

**44(7)** If the proceeds of the oil and natural gas produced at the well are not sufficient to pay all costs and expenses of, or incidental to, a proceeding, investigation, or measure taken, and the Minister directs that the balance of the costs and expenses or any part thereof are to be paid by the well licensee, then the provisions of section 43 regarding the use of the security deposit and regarding the further liability of the well licensee with respect to the costs referred to in that section apply, *mutatis mutandis*, to the use of such security deposit, and to the further liability of the well licensee, to defray the balance of the costs and expenses that are incurred under this section.

1979, c.41, s.89; 2023, c.17, s.182

## SAVINGS

### Savings

**45** The inclusion in a licence to search or a lease of oil or natural gas that does not belong to or is not reserved to the Crown in right of the Province does not invalidate such licence to search or lease with respect to the remainder of the licence to search or lease.

1984, c.53, s.7

## UNIT AGREEMENT

### Unit agreement

**46** The Minister may enter into a unitization agreement for the unitized operation of a field or pool or any part thereof, and upon the execution of such agreement it is binding on all parties thereto.

## NOTIFICATION OF EXPLORATION WORK

### Notification of exploration work

**47** No person shall commence exploratory work or production of oil or natural gas until the person has notified the Minister in writing of the person's intention to do so.

2001, c.20, s.29

tion du pétrole et du gaz naturel extraits du puits, après paiement des frais et charges visés au paragraphe (5).

**44(7)** Lorsque le produit provenant de l'aliénation du pétrole et du gaz naturel extraits du puits ne suffit pas à payer tous les frais et charges entraînés, directement ou indirectement, par les interventions, investigations ou mesures et que le Ministre met à charge du titulaire du permis de forage tout ou partie de la fraction impayée, les dispositions de l'article 43 réglant l'emploi du dépôt de garantie et l'obligation du titulaire du permis de forage de payer les frais mentionnés à cet article s'appliquent *mutatis mutandis* à l'égard de la part des frais et charges supportés en vertu du présent article et demeurés impayés.

1979, ch. 41, art. 89; 2023, ch. 17, art. 182

## CLAUSE DE SAUVEGARDE

### Clause de sauvegarde

**45** L'attribution dans un permis de recherche ou un bail du pétrole ou du gaz naturel qui n'appartient pas ou qui n'est pas réservé à la Couronne du chef de la province ne rend pas nul le reste du permis de recherche ou du bail.

1984, ch. 53, art. 7

## ACCORDS D'EXPLOITATION EN COMMUN

### Accord d'exploitation en commun

**46** Le Ministre peut conclure un accord d'exploitation en commun de tout ou partie d'un champ ou d'un gisement; dès sa passation, l'accord lie les parties signataires.

## NOTIFICATION DES TRAVAUX D'EXPLORATION

### Notification des travaux d'exploration

**47** Nul ne peut entreprendre des travaux d'exploration ou la production de pétrole ou de gaz naturel sans en avoir d'abord avisé le Ministre par écrit.

2001, ch. 20, art. 29

**TRANSFERS AND ASSIGNMENTS****Transfers and assignments**

**48(1)** A licensee or lessee shall not assign, transfer, sublet or abandon the possession of the rights described in his licence to search or lease, or any part thereof without the approval of the Minister.

**48(2)** No transfer, assignment, agreement or instrument affecting the title to a licence to search or a lease is to be recorded or effective unless

- (a) the transfer, assignment, agreement, or instrument does not conflict with, or result in any conflict with, the provisions of this Act or the regulations, and
- (b) the transfer, assignment, agreement or instrument is made by or on behalf of, the licensee or the lessee.

**48(3)** Upon approval by the Minister a transfer, assignment, agreement, or instrument affecting the title to a licence to search or a lease is deemed to be recorded and to be effective from and after the time that the application to record the transfer, assignment, agreement, or instrument is received by the Minister.

**48(4)** Failure to record a transfer, assignment, agreement or instrument affecting the title to a licence to search or a lease does not invalidate the transfer, assignment, agreement, or instrument as between the parties thereto, but subsection (2) governs the effectiveness thereof with respect to another person.

**48(5)** No transfer, assignment, agreement, or instrument affecting title to a licence to search or a lease is to be recorded unless it is accompanied by the fee as prescribed by regulation.

**48(7)** Where, by an instrument made pursuant to section 177 of the *Bank Act*, as enacted by section 2 of the *Banks and Banking Law Revision Act*, 1980, chapter 40 of the Statutes of Canada, 1980-81-82-83, a lease of oil or natural gas, or both, or any interest in such lease, is assigned, transferred, or set over as security to a Canadian chartered bank by the lessee, or by a person having an interest in the lease, there shall be registered with the Minister upon payment of the fee as prescribed by regulations

**TRANSFERTS ET CESSIONS****Transferts et cessions**

**48(1)** Le titulaire d'un permis de recherche ou un concessionnaire ne peut céder, transférer, sous-louer ni abandonner tout ou partie des droits énumérés dans son permis ou son bail sans l'approbation du Ministre.

**48(2)** Les transferts, cessions, accords ou instruments concernant le titre que confère un permis de recherche ou un bail ne peuvent être enregistrés ou produire effet

- a) que s'ils ne dérogent pas ou n'ont pas pour effet de déroger aux dispositions de la présente loi ou des règlements, et
- b) que s'ils sont conclus par le titulaire du permis de recherche ou le concessionnaire ou en leur nom.

**48(3)** Les transferts, cessions, accords ou instruments concernant le titre que confère un permis de recherche ou un bail sont, dès qu'ils ont reçu l'approbation du Ministre réputés être enregistrés ou produire effet à compter de la date où celui-ci a reçu la demande d'enregistrement.

**48(4)** L'omission d'enregistrer un transfert, une cession, un accord ou un instrument concernant le titre que confère un permis de recherche ou un bail n'entraîne pas l'invalidité de l'acte en question entre les parties; toutefois, l'effet de cet acte à l'égard des tiers est régi par le paragraphe (2).

**48(5)** Les transferts, cessions, accords ou instruments concernant le titre que confère un permis de recherche ou un bail ne peuvent être enregistrés que s'ils sont accompagnés du droit prescrit par le règlement.

**48(7)** Lorsqu'un bail d'exploitation de pétrole et de gaz naturel ou de l'une de ces substances ou un droit sur ce bail est, en vertu d'un acte établi conformément à l'article 177 de la *Loi sur les banques*, tel qu'éditée par l'article 2 de la *Loi de 1980 remaniant la législation bancaire*, chapitre 40 des Statuts du Canada de 1980-81-82-83, cédé, transféré ou donné à titre de garantie à une banque à charte canadienne par le concessionnaire ou une personne ayant un droit sur le bail, il doit être procédé à l'enregistrement auprès du Ministre, contre paiement du droit prescrit par règlement,

(a) an original of the instrument giving the security, or

(b) a copy of the instrument giving the security certified by an officer or employee of the bank to be a true copy.

**48(8)** A holder of a licence to search or a lease may make a valid transfer of his licence to search or lease, directly to himself, jointly with another or to another, and where the licence to search or lease is held by more than one person, they may make a transfer directly to one or more of their number either alone or jointly with some other person, and a trustee, executor, or administrator may make a valid transfer of a licence to search or lease to himself individually where the making of the transfer is otherwise within his power.

1984, c.53, s.8; 1985, c.19, s.6

## CONFIDENTIAL INFORMATION

### Confidential information

**49(1)** Subject to subsection (2) any record and instruments relating to an oil and natural gas title recorded pursuant to this Act shall, during normal office hours, be open to public inspection free of charge.

**49(2)** Geological, geophysical, well and other reports, and well data received by the Minister in the course of the administration of this Act, and designated as confidential by the Minister or by the owner of the data with the permission of the Minister, shall not be released by the Minister sooner than the time period specified in the regulations unless written permission is obtained from the owner.

**49(3)** If this section is inconsistent with or in conflict with a provision of the *Right to Information and Protection of Privacy Act*, this section prevails.

2013, c.34, s.23

**48(6)** Tout transfert, cession, accord ou instrument concernant le titre que confère un permis de recherche ou un bail, fait par une personne en application de la présente loi, doit être fait en présence d'un témoin et signé par son auteur qui doit inscrire ses nom, prénoms et adresse; s'il s'agit d'une corporation, l'acte doit être revêtu de son sceau ou de celui de son avocat dûment autorisé.

a) soit d'un original de l'acte de garantie,

b) soit d'une copie de l'acte de garantie, certifiée conforme par un dirigeant ou employé de la banque.

**48(8)** Le titulaire d'un permis de recherche ou un concessionnaire peut valablement se transférer directement son permis de recherche ou son bail, se le transférer conjointement avec une autre personne ou le transférer à une autre personne et, lorsque le permis de recherche ou le bail a plusieurs titulaires, ceux-ci peuvent, individuellement ou conjointement avec un autre titulaire, effectuer un transfert directement à un ou à plusieurs des titulaires; lorsqu'il en a le pouvoir, un fiduciaire, un exécuteur testamentaire ou un administrateur peut se transférer valablement un permis de recherche ou un bail.

1984, ch. 53, art. 8; 1985, ch. 19, art. 6

## RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

### Renseignements confidentiels

**49(1)** Sous réserve du paragraphe (2), les documents et instruments concernant tout titre portant sur du pétrole et du gaz naturel enregistré conformément à la présente loi peuvent être consultés gratuitement par le public durant les heures normales d'ouverture des bureaux.

**49(2)** Sauf sur l'autorisation écrite du propriétaire des renseignements, le Ministre ne peut, avant l'expiration du délai fixé par le règlement, rendre public les rapports géologiques, géophysiques ou autres ou les rapports et renseignements concernant les puits qu'il a reçus dans le cadre de l'application de la présente loi et que lui-même, ou le propriétaire avec sa permission, a classés comme confidentiels.

**49(3)** Le présent article l'emporte sur toute disposition incompatible de la *Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée*.

2013, ch. 34, art. 23

**MISCELLANEOUS****Registration with Minister of address for service**

**50** Every licensee, well licensee, lessee, geophysical licensee and permittee shall register with the Minister an address for service.

1985, c.19, s.7

**Execution of licence to search and lease by Minister**

**51** Every licence to search and lease shall be executed on the part of the Crown by the Minister under his hand and seal, and shall be kept on file in the office of the Minister and a duplicate thereof, or a copy thereof, certified by the Minister, shall be executed and delivered to the licensee or lessee, and shall in all courts have the same effect and force as the original on file in the office of the Minister.

**Specific order of Minister**

**52** In any case, where the Lieutenant-Governor in Council may make a regulation of general or particular application, the Minister may, if it appears to him necessary to do so for the preservation or protection of life or property, or oil and natural gas, or an oil and natural gas field or part thereof, or any well or other work, or any investment, make a specific order directed to a particular person which order shall without publication in *The Royal Gazette*, be of the same effect as a regulation, for such period not exceeding thirty days as the Minister specifies in such order, but the Lieutenant-Governor in Council or the Minister may at any time revoke or suspend any such order.

**Repealed**

**53** Repealed: 1983, c.8, s.26

1983, c.8, s.26

**FORM OF DEPOSIT****Form of deposit**

**54** Any security required under this Act or the regulations hereunder shall be made payable to the Minister of Finance and Treasury Board of the Province and shall be

(a) in an amount specified in the Act or regulations, or if not specified in the Act or regulations in an amount satisfactory to the Minister,

**DISPOSITIONS DIVERSES****Communication au Ministre d'une adresse aux fins de signification**

**50** Les titulaires de permis de recherche, de permis de forage, de licences ou de permis de prospection géophysique et les concessionnaires doivent communiquer au Ministre une adresse aux fins de signification.

1985, ch. 19, art. 7

**Signature des permis de recherche et des baux par le Ministre**

**51** Les permis de recherche et les baux sont signés et scellés pour le compte de la Couronne par le Ministre et sont conservés à son bureau; il en est établi un double ou une copie, certifiée conforme par le Ministre, qui est remis à l'intéressé et qui a devant les tribunaux la même valeur que l'original conservé au bureau du Ministre.

**Arrêté du Ministre**

**52** Lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil établit un règlement d'application générale ou particulière, le Ministre peut, s'il l'estime nécessaire pour sauvegarder ou protéger la vie ou des biens, du pétrole ou du gaz naturel, un champ ou une partie d'un champ de pétrole ou de gaz naturel, un puits ou tout autre ouvrage, ou un investissement, prendre, à l'égard d'une personne déterminée, un arrêté qui, sans être publié dans la *Gazette royale*, aura le même effet qu'un règlement normal pendant la période, d'au plus trente jours, que le Ministre détermine; le lieutenant-gouverneur en conseil ou le Ministre a toujours la faculté de révoquer ou suspendre cet arrêté.

**Abrogé**

**53** Abrogé : 1983, ch. 8, art. 26

1983, ch. 8, art. 26

**FORME DU DÉPÔT DE GARANTIE****Mode d'établissement de la garantie**

**54** Toute garantie requise par la présente loi ou ses règlements d'application doit être établie au bénéfice du ministre des Finances et du Conseil du Trésor de la province et

a) correspondre au montant fixé par la présente loi ou le règlement ou, à défaut, à celui que le Ministre estime satisfaisant,

(b) deposited with the Minister of Finance and Treasury Board, and

(c) in the form of

(i) a deposit of money,

(ii) a negotiable bond signed over to the Province,

(iii) an irrevocable documentary credit or letter of credit from a bank or other lending institution acceptable to the Minister which is negotiable only by the Minister, or

(iv) a bond from a surety company licensed to do business in the Province.

1984, c.53, s.9; 2013, c.12, s.10; 2019, c.29, s.110

b) être déposée auprès du ministre des Finances et du Conseil du Trésor, et

c) prend l'une des formes suivantes :

(i) un dépôt en argent;

(ii) une obligation négociable consentie à la province;

(iii) des documents de crédit irrévocable ou une lettre de crédit d'une banque ou d'un autre établissement de crédit acceptable au Ministre qui ne peuvent être négociés que par lui;

(iv) un cautionnement d'une compagnie de garantie autorisée à exercer son activité dans la province.

1984, ch. 53, art. 9; 2013, ch. 12, art. 10; 2019, ch. 29, art. 110

## ROYALTIES

### Royalties

**55** Royalties are reserved to the Crown in the right of the Province on oil and natural gas and any associated product or by-product, including sulphur, helium and condensate, obtained from any licence to search or lease acquired under this Act, and are payable in such amount and in such manner as from time to time is prescribed by the Lieutenant-Governor in Council.

### Idem

**56(1)** A deduction may be allowed when computing the royalty on petroleum condensate, natural gas and any by-products of oil and natural gas for the cost, charge and expense incurred in gathering or processing as specified by the Minister.

**56(2)** Notwithstanding section 55, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister to enter into an agreement establishing the amount of royalty to be paid and the method of calculating the royalty on oil and natural gas and any associated product or by-product produced from a unitized operation, or as a result of a conservation scheme, plan or project, including but not limited to, an injection or pressurization scheme.

## REDEVANCES

### Redevances

**55** Sont réservées à la Couronne du chef de la province des redevances sur le pétrole et le gaz naturel et sur tout autre produit associé ou dérivé, y compris le soufre, l'hélium et les condensats, obtenus en vertu d'un permis de recherche ou d'un bail octroyé en application de la présente loi; le lieutenant-gouverneur en conseil en fixe le montant et le mode de paiement.

### Idem

**56(1)** Le Ministre fixe le montant des frais et charges de collecte et de traitement admis en déduction dans le calcul des redevances sur les condensats de pétrole, le gaz naturel et tout sous-produit du pétrole ou du gaz naturel.

**56(2)** Nonobstant l'article 55, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le Ministre à conclure une entente afin de fixer le montant et le mode de calcul des redevances dues sur le pétrole et le gaz naturel et sur tout produit associé ou dérivé produit d'une exploitation en commun ou grâce à la mise en oeuvre d'un plan ou projet de conservation, notamment un plan d'injection ou de pressurisation.

**FEES, FINES AND PENALTIES**

1984, c.53, s.10

**Fees, fines and penalties**

**57(1)** A person who violates any provision of the regulations commits an offence that is, subject to subsection (2), punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category B offence.

**57(2)** A person who violates or fails to comply with a provision of the regulations in respect of which a category has been prescribed under paragraph 59(g.1) commits an offence of the category prescribed by regulation.

**57(3)** A person who violates or fails to comply with section 50 commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category C offence.

**57(4)** A person who violates or fails to comply with

(a) subsection 4(1), 4(2) or 9(1), paragraph 12(a) or 12(b) or section 23 or subsection 24(1), 24(2) or 24(3), or

(b) any order made under this Act,

commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category E offence.

**57(5)** A person who violates or fails to comply with subsection 7(2), 16(3), 25(1) or 25(2) or paragraph 39(a), 39(b) or 39(c) or section 47 commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category F offence.

**57(6)** A person who violates or fails to comply with subsection 44(2) commits an offence punishable under Part II of the *Provincial Offences Procedure Act* as a category J offence.

**57(7)** Where an offence under this Act continues for more than one day,

(a) the minimum fine that may be imposed is the minimum fine set by the *Provincial Offences Proce-*

**DROITS, AMENDES ET PÉNALITÉS**

1984, c.53, art.10

**Droits, amendes et pénalités**

**57(1)** Quiconque contrevient à une disposition des règlements commet une infraction qui est, sous réserve du paragraphe (2), punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe B.

**57(2)** Quiconque contrevient ou omet de se conformer à une disposition des règlements pour laquelle une classe a été prescrite en vertu de l'alinéa 59g.1) commet une infraction de la classe prescrite par règlement.

**57(3)** Quiconque contrevient ou omet de se conformer à l'article 50 commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe C.

**57(4)** Quiconque contrevient ou omet de se conformer

a) au paragraphe 4(1), 4(2) ou 9(1), à l'alinéa 12a) ou 12b) ou à l'article 23 ou au paragraphe 24(1), 24(2) ou 24(3), ou

b) à un arrêté pris en vertu de la présente loi,

commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe E.

**57(5)** Quiconque contrevient ou omet de se conformer au paragraphe 7(2), 16(3), 25(1) ou 25(2) ou à l'alinéa 39a), 39b) ou 39c) ou à l'article 47 commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe F.

**57(6)** Quiconque contrevient ou omet de se conformer au paragraphe 44(2) commet une infraction punissable en vertu de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* à titre d'infraction de la classe J.

**57(7)** Lorsqu'une infraction à la présente loi se poursuit pour plus d'une journée,

a) l'amende minimale qui peut être imposée est l'amende minimale établie par la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* multipliée par



*ture Act* multiplied by the number of days during which the offence continues, and

(b) the maximum fine that may be imposed is the maximum fine set by the *Provincial Offences Procedure Act* multiplied by the number of days during which the offence continues.

1984, c.53, s.10; 1985, c.19, s.8; 1990, c.61, s.96

### Idem

**58** A fee collected under this Act shall be made payable to the Minister of Finance and Treasury Board and submitted to the Minister.

1984, c.53, s.11; 1990, c.61, s.96; 2019, c.29, s.110

## REGULATIONS

### Regulations

**59(1)** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations

(a) respecting the method of granting and renewing a lease or licence to search and the terms and conditions of a lease or licence to search and prescribing the fees payable for a lease or licence to search;

(b) respecting the method of registering and transferring a licence to search and a lease and the method of designating the former as either an off-shore or on-shore licence to search;

(b.1) respecting an application under section 21.01;

(b.2) prescribing fees for the purposes of section 21.01;

(b.3) prescribing the expiry date of a consolidated lease;

(b.4) prescribing when the annual rental fee is due and payable with respect to a consolidated lease;

(b.5) establishing the reporting requirements under a consolidated lease;

(b.6) prescribing the amount of a deposit required under paragraph 32.1(3)(a) and when the deposit is due and payable;

le nombre de jours pendant lesquels l'infraction se poursuit, et

b) l'amende maximale qui peut être imposée est l'amende maximale établie par la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* multipliée par le nombre de jours pendant lesquels l'infraction se poursuit.

1984, ch. 53, art. 10; 1985, ch. 19, art. 8; 1990, ch. 61, art. 96

### Idem

**58** Les droits imposés en application de la présente loi sont payables à l'ordre du ministre des Finances et du Conseil du Trésor et remis au Ministre.

1984, ch. 53, art. 11; 1990, ch. 61, art. 96; 2019, ch. 29, art. 110

## RÈGLEMENTS

### Règlements

**59(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements

a) concernant le mode d'octroi ou de renouvellement d'un bail ou d'un permis de recherche, les modalités et conditions d'un bail ou d'un permis de recherche et prescrivant les droits payables pour les obtenir;

b) concernant le mode d'enregistrement ou de transfert des permis de recherche et des baux et les critères de classement des premiers en permis de recherche terrestre ou en mer;

b.1) concernant la demande prévue à l'article 21.01;

b.2) prescrivant les droits à verser en application de l'article 21.01;

b.3) prescrivant la date d'expiration d'un bail de concessions unifiées;

b.4) fixant le moment où le loyer annuel d'un bail de concessions unifiées est exigible;

b.5) établissant les exigences de rapport relatives à un bail de concessions unifiées;

b.6) prescrivant le montant du dépôt exigé par l'alinéa 32.1(3)a) et fixant le moment où il est exigible;

(b.7) establishing the penalties to be imposed on a lessee under a consolidated lease for failing to meet the prescribed work commitments, including providing for a monetary penalty and the release to the Crown of portions of the lease area;

(b.8) providing for the accounting of shortfalls and credits of expenditures under a consolidated lease;

(c) defining the kind and quantity of work acceptable to the Minister and the manner and form in which such work is to be submitted to the Minister;

(d) Repealed: 2001, c.20, s.30

(e) respecting the terms and conditions under which a security deposit is made, and the amount of the deposit required to guarantee the performance of work or to protect public and private property;

(f) prescribing the fee or rental payable for any right or service given under this Act;

(g) fixing the royalties to be paid to the Crown;

(g.1) prescribing, in relation to offences under the regulations, categories of offences for the purposes of Part II of the *Provincial Offences Procedure Act*;

(h) respecting the method of granting and renewing geophysical licences and the terms and conditions thereof and prescribing the fees payable therefor; and respecting the form, the method of granting and renewing, the terms and conditions of and the cancellation of geophysical permits and prescribing the fees payable therefor;

(i) governing the method, manner and location in which and where geophysical exploration is to be carried out;

(i.1) respecting the testing of water wells, including the circumstances under which the testing is required, the method of taking the test, the submission of the results of the testing to the Minister and the Minister of Environment and Climate Change and the notification of any person of the results of the testing;

b.7) prévoir les pénalités que peut encourir le concessionnaire d'un bail de concessions unifiées s'il ne remplit pas les exigences quant aux travaux auxquelles il est tenu, notamment des sanctions pécuniaires et le délaissement au profit de la Couronne d'une partie des concessions unifiées;

b.8) prévoir la méthode comptable des crédits et des débits quant aux dépenses de travaux d'exploration liées au bail de concessions unifiées;

c) déterminant la nature et la quantité des travaux jugés acceptables par le Ministre et la manière et la forme selon lesquelles ces travaux doivent lui être soumis;

d) Abrogé : 2001, ch. 20, art. 30

e) concernant les modalités et conditions de constitution d'un dépôt de garantie et le montant requis de ce dépôt pour garantir l'exécution des travaux ou la protection des biens publics et privés;

f) prescrivant le montant du droit ou du loyer payable en contrepartie de tout droit conféré ou service rendu en vertu de la présente loi;

g) fixant les redevances à verser à la Couronne;

g.1) prescrivant, relativement aux infractions aux règlements, des classes d'infractions aux fins de la Partie II de la *Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales*;

h) concernant le mode d'octroi ou de renouvellement des licences de prospection géophysique, leurs modalités et conditions, et prescrivant les droits payables pour obtenir ces licences; et concernant la forme et le mode d'octroi ou de renouvellement, les modalités et conditions d'octroi ou d'annulation des permis de travaux géophysiques et prescrivant les droits payables pour obtenir ces permis;

i) régissant le mode, la manière et l'emplacement où s'effectue la prospection géophysique;

i.1) concernant l'analyse des puits d'eau notamment les circonstances dans lesquelles l'analyse est exigée, la méthode d'analyse, la remise des résultats d'analyse au Ministre et au ministre de l'Environnement et du Changement climatique et la notification de ces résultats à quiconque;

(j) Repealed: 2012, c.34, s.10

j) Abrogé : 2012, ch. 34, art. 10

(j.1) respecting well locations;

j.1) concernant l'emplacement des puits;

(k) subject to section 36, respecting normal and special spacing units and areas;

k) sous réserve de l'article 36, concernant les surfaces unitaires normales et spéciales, les aires normales et spéciales et les espacements normaux et spéciaux;

(l) prohibiting the drilling of a well at any point within a prescribed distance of any boundary, roadway, right of way, building of any specified type, or any specified work, either public or private;

l) interdisant le forage d'un puits à un point quelconque d'une distance prescrite d'une limite, d'une chaussée, d'un droit de passage, d'un bâtiment d'un type déterminé ou de certains travaux déterminés, qu'ils soient publics ou privés;

(m) respecting the part of a spacing area within which a well is to be completed, and providing penalties for and prohibitions against completing the well in any other part of the spacing area;

m) concernant la partie d'une zone d'espacement où doit s'effectuer la complétion d'un puits, et prévoyant des pénalités et interdictions contre la complétion du puits dans toute autre partie de la zone d'espacement;

(n) respecting the terms and conditions under which a well is to be deepened, completed, recompleted, suspended, drilled, operated, reworked to alter the producing characteristics or modified;

n) concernant les modalités et conditions selon lesquelles un puits doit être approfondi, complété, recomplété, remis en production, suspendu, foré, exploité, modifié ou reconditionné pour changer ses caractéristiques de production;

(o) respecting the measures to be adopted to confine any oil, natural gas, or water encountered during a drilling or completion operation to its original stratum, and to protect the contents of the stratum from infiltration, inundation, and migration;

o) concernant les mesures à prendre pour confiner le pétrole, le gaz naturel ou l'eau rencontré au cours du forage et de la complétion dans leur couche d'origine et pour protéger la teneur de la couche de toute infiltration, inondation ou migration;

(p) respecting the minimum standard for tools, casing, equipment and material that can be used for drilling, completion, development and production of oil or natural gas;

p) concernant les normes minimales applicables aux outils, au tubage, à l'équipement et aux matériaux qui peuvent être utilisés pour le forage, la complétion, la mise en valeur et la production du pétrole ou du gaz naturel;

(q) respecting the manner of drilling and completing a multi-zone producing or injection well;

q) concernant les méthodes de forage et de complétion des puits de production ou d'injection multi-zones;

(q.1) respecting the manner of drilling and completing a well which produces, or may produce, oil, natural gas or condensate;

q.1) concernant les méthodes de forage et de complétion des puits qui produisent ou peuvent produire du pétrole, du gaz naturel ou du condensat;

(r) respecting the manner of drilling through oil, natural gas, water, coal or other mineral deposits;

r) concernant les méthodes de forage à travers les nappes d'eau, les gisements de pétrole, de gaz naturel, de charbon ou tout autre gisement minéral;

(s) respecting well casing standards including the proper anchorage, cementation and barrier protection of the well casing;

s) concernant les normes de tubage des puits, notamment en matière d'ancrage, de cimentation et de paroi de protection du tubage adéquats;

- (t) respecting the taking and method of taking of samples of any kind and the submission thereof to the Minister;
- (u) respecting the method of taking of any test, analysis, assessment, survey and log and the obtaining of other necessary information and the submission of all such records and information;
- (v) respecting the measures to be taken before the commencement of drilling and completion and during drilling, completion and production to conserve any oil, natural gas or water;
- (w) respecting the methods of operation to be observed during drilling and completion and in the subsequent management of any well and the conduct of any operation for any purpose, including, without restricting the generality of the foregoing, consideration with regard to
- (i) the protection of life and property,
  - (ii) the prevention and extinguishment of fire,
  - (iii) the prevention of a well from flowing out of control, and
  - (iv) the prevention of pollution of water;
- (x) respecting the methods of operation to be observed in relation to the abandonment of any well;
- (x.1) respecting the methods of operation to be observed in relation to the plugging of a shothole or test-hole;
- (y) regulating the location, operation and equipping of a production battery;
- (z) regulating the conditioning or reconditioning of a well by mechanical, chemical, or explosive means;
- (aa) regulating the inspection of a well both during and after drilling and completion;
- (bb) providing for the capping or otherwise closing in of a well for the purpose of preventing waste;
- (cc) respecting the method to be used in the measurement of oil, natural gas and water and the standard
- t) concernant le prélèvement d'échantillons de tout genre, la manière de l'effectuer et la remise de ces échantillons au Ministre;
- u) concernant le mode d'exécution des essais, analyses, évaluations, levés et diagraphies, ainsi que la collecte des autres renseignements nécessaires et la remise de ces documents et renseignements;
- v) concernant les mesures à prendre avant le début du forage et la complétion et celles à prendre pendant le forage, la complétion et la production quant à la conservation du pétrole, du gaz naturel ou de l'eau;
- w) concernant les modes opératoires à observer au cours du forage et de la complétion et la gestion ultérieure d'un puits ainsi que l'exécution de toute opération, quelle qu'en soit son objet, en vue notamment
- (i) de protéger la vie et les biens;
  - (ii) de prévenir et d'éteindre les incendies;
  - (iii) de prévenir l'écoulement incontrôlé d'un puits; et
  - (iv) de prévenir la pollution de l'eau;
- x) concernant les modes opératoires à observer relativement à l'abandon de tout puits;
- x.1) concernant les modes opératoires à observer relativement à l'obturation des trous de tir ou des trous d'essai;
- y) réglementant l'emplacement, l'équipement et le fonctionnement d'une batterie de production;
- z) réglementant la mise en état ou la remise en état d'un puits par des procédés mécaniques ou chimiques ou au moyen d'explosifs;
- aa) réglementant l'inspection d'un puits pendant et après le forage et la complétion;
- bb) prévoyant les moyens de boucher ou de fermer de toute autre façon un puits afin de prévenir le gaspillage;
- cc) concernant la méthode à appliquer pour mesurer le pétrole, le gaz naturel et l'eau et les conditions nor-

conditions to which such measurement is to be converted;

(dd) requiring the cleaning-out of a well;

(ee) regulating the unitization of a pool or field for the purpose of drilling and producing;

(ff) respecting records that must be maintained and filed with the Minister;

(gg) regulating the release of a well record and well data and of reports and information required to be submitted to the Minister under this Act or the regulations;

(hh) regulating the naming of wells and batteries;

(ii) regulating general conservation of oil and natural gas, the waste or improvident disposition thereof, and any other matter incidental to the development, drilling and completion of an oil and natural gas well, the operation thereof, and the production therefrom;

(jj) establishing a tariff of fees for the granting and amendment of a well licence and the approval of a transfer of a well licence;

(jj.1) prescribing information to accompany an application for a well licence or for an amendment to a well licence;

(kk) establishing the amount and disposition of any deposit required under the Act or regulations;

(ll) respecting the survey system for the purposes of this Act;

(mm) respecting the posting of signs at well sites;

(nn) governing the location, the establishment and the operation of underwater storage facilities;

(oo) governing amounts of plant effluent and the manner of its disposal;

malisées auxquelles ces mesures doivent être converties;

dd) prescrivant le récurage d'un puits;

ee) réglémentant l'exploitation en commun d'un gisement ou d'un champ aux fins de forage et de production;

ff) concernant les documents qui doivent être conservés et déposés auprès du Ministre;

gg) réglémentant la divulgation de tous documents, données, rapports et renseignements se rapportant à un puits et qui doivent être soumis au Ministre en vertu de la présente loi ou des règlements;

hh) réglémentant l'appellation des puits et des batteries;

ii) réglémentant la conservation générale du pétrole et du gaz naturel, le gaspillage ou toute disposition imprévoyante du pétrole et du gaz naturel, et toute autre question se rapportant à l'aménagement, au forage, à la complétion, à la mise en valeur, à l'exploitation et à la production d'un puits de pétrole et de gaz naturel;

jj) établissant un barème des droits pour l'accord et la modification d'un permis de forage et pour l'approbation au transfert d'un permis de forage;

jj.1) exigeant les renseignements qui doivent accompagner la demande de permis de forage ou la demande de modification d'un permis de forage;

kk) établissant le montant et l'affectation de tout dépôt de garantie requis en vertu de la présente loi ou des règlements;

ll) concernant le système de quadrillage de référence aux fins de la présente loi;

mm) concernant l'affichage des panneaux aux emplacements des puits;

nn) régissant l'emplacement, l'établissement et le fonctionnement des installations de stockage sous l'eau;

oo) régissant les quantités des effluents d'usine et la manière de les évacuer;

- |  |  |
|--|--|
| (oo.1) prohibiting the hydraulic fracturing of a well;   | oo.1) interdisant la fracturation hydraulique d'un puits;  |
| (oo.2) prohibiting the use of certain fluids for hydraulic fracturing;   | oo.2) interdisant l'utilisation de certains fluides de fracturation;   |
| (oo.3) prohibiting specific volumes of fluids to be used at each fracture stage;   | oo.3) interdisant l'utilisation de certains volumes de fluide pour chaque étape de fracturation;   |
| (oo.4) prohibiting hydraulic fracturing at specified depths;   | oo.4) interdisant la fracturation hydraulique à certaines profondeurs;   |
| (oo.5) prohibiting the use of certain chemicals, additives or proppants in the fluids used for hydraulic fracturing;   | oo.5) interdisant l'utilisation de certains produits chimiques, additifs ou agents de soutènement dans les fluides de fracturation hydraulique;  |
| (oo.6) regulating and restricting the hydraulic fracturing of a well, including, but not limited to:   | oo.6) réglementant et limitant la fracturation hydraulique d'un puits notamment :  |
| (i) the use of certain fluids for hydraulic fracturing;  | (i) en réglementant et limitant l'utilisation de certains fluides de fracturation hydraulique,   |
| (ii) the volume of fluid to be used at each fracture stage;  | (ii) en réglementant et limitant les volumes des fluides qui peuvent être utilisés pour chaque étape de la fracturation,   |
| (iii) the depth at which hydraulic fracturing is allowed;  | (iii) en réglementant et limitant les profondeurs auxquelles la fracturation hydraulique est permise,  |
| (iv) the use of certain chemicals, additives or proppants in the fluids used for hydraulic fracturing; and   | (iv) en réglementant et limitant l'utilisation de certains produits chimiques, additifs ou agents de soutènement dans les fluides de fracturation hydraulique,                                     |
| (v) regulating and restricting any combination of subparagraphs (i) to (iv);   | (v) par une combinaison de ce qui est prévu aux sous-alinéas (i) à (iv);   |
| (oo.7) prescribing the maximum quantity or concentration of chemicals, additives or proppants allowed to appear in the fluids used for hydraulic fracturing; | oo.7) prescrivant les quantités maximales ou les concentrations maximales permises des produits chimiques, des additifs ou des agents de soutènement dans les fluides de fracturation hydraulique; |
| (oo.8) respecting the measures to be taken before the commencement of a hydraulic fracturing program, including, but not limited to:                         | oo.8) concernant les mesures à prendre avant de procéder à l'exécution du programme de fracturation hydraulique, notamment :   |
| (i) conducting an assessment of inter-wellbore communication;  | (i) faire l'évaluation de la communication entre les trous de forage,  |
| (ii) conducting an assessment of the geological containment;   | (ii) faire l'évaluation du confinement géologique,   |
| (iii) pressure testing;  | (iii) faire les essais de pression,  |

- (iv) reporting to the Minister the type of fluid to be used for hydraulic fracturing;
- (v) reporting to the Minister the volume of fluid to be used for each fracture stage; and
- (vi) completing and submitting a prehydraulic fracturing checklist, on a form provided by the Minister, to the Minister;
- (oo.9) respecting the measures to be taken and the methods of operation to be observed during a hydraulic fracturing program, including, but not limited to, monitoring, testing and recording surface injection pressure, fluid rate, slurry rate, annulus pressures and chemical, additives or proppant concentration;
- (oo.10) respecting the measures to be taken after the completion of a hydraulic fracturing program, including, but not limited to:
- (i) reporting to the Minister the type of fluid used for hydraulic fracturing; and
- (ii) reporting to the Minister the volume of fluid used for each fracture stage;
- (pp) respecting the measures to be taken when hydrogen sulphide is encountered or anticipated to be encountered during drilling;
- (pp.1) defining any word or expression used in but not defined in this Act;
- (qq) empowering the Minister to grant exemptions in particular cases from specified provisions of the regulations;
- (rr) governing generally all matters deemed advisable and convenient for the purpose of carrying into effect the provisions of this Act.
- 59(1.1)** Regulations under paragraph (1)(f) may prescribe different rental amounts for different sections of a licence area or lease area, as the case may be.
- 59(2)** A regulation made under subsection (1) may adopt by reference, in whole or in part, with such
- (iv) informer le Ministre du type de fluide qui sera utilisé pour la fracturation hydraulique,
- (v) informer le Ministre du volume du fluide qui sera utilisé pour chaque étape de fracturation,
- (vi) remplir la liste de contrôle préfracturation établie au moyen du formulaire fourni par le Ministre et la lui remettre;
- oo.9) concernant les mesures à prendre et les modes opératoires à observer pendant l'exécution du programme de fracturation hydraulique, notamment le suivi, les essais et la consignation de la pression d'injection en surface, du débit de coulis, du taux de fluides, de toutes les pressions dans les espaces annulaires et des concentrations des produits chimiques, des additifs ou des agents de soutènement;
- oo.10) concernant les mesures à prendre après l'exécution du programme de fracturation hydraulique, notamment :
- (i) le rapport qui doit être fait au Ministre quant aux types de fluides de fracturation qui ont été utilisés;
- (ii) le rapport qui doit être fait au Ministre quant aux volumes de fluides de fracturation qui ont été utilisés pour chaque étape de fracturation;
- pp) concernant les mesures à prendre si au cours du forage on tombe ou si on prévoit tomber sur du soufre d'hydrogène;
- pp.1) définissant tout mot ou expression utilisé mais non défini dans la présente loi;
- qq) conférant au Ministre le pouvoir d'accorder des exemptions dans des cas particuliers prévus par des dispositions précises des règlements;
- rr) régissant d'une manière générale toute question réputée opportune et utile à l'application des dispositions de la présente loi.
- 59(1.1)** Les règlements pris en vertu de l'alinéa (1)f peuvent prescrire des loyers différents pour différentes sections du périmètre rattaché au permis ou de la concession, selon le cas.
- 59(2)** Un règlement pris en vertu du paragraphe (1) peut adopter par renvoi tout code, toute norme, tout pro-

changes as the Lieutenant-Governor in Council considers necessary, any code, standard, procedure or specification and may require compliance with the code, standard, procedure or specification.

**59(3)** The power to adopt by reference and require compliance with a code, standard, procedure or specification in subsection (2) includes the power to adopt a code, formula, standard, procedure or specification as it may be amended from time to time.

**59(4)** Repealed: 2015, c.4, s.8

**59(5)** Repealed: 2015, c.4, s.8

1984, c.53, s.12; 1985, c.19, s.9; 1987, c.6, s.75; 1990, c.61, s.96; 2001, c.20, s.30; 2012, c.34, s.10; 2013, c.12, s.11; 2015, c.4, s.8; 2020, c.25, s.80

## TRANSITIONAL

### Transitional

**60(1)** Nothing herein contained shall prejudicially affect any lease or licence to search covering oil and natural gas heretofore granted by the Crown; and that certain Mining Lease No. 115 bearing date the sixteenth day of August, 1907, as amended by agreement dated 10 July, 1958, as amended by agreement dated 6 September, 1966 and as amended by agreement dated 29 November, 1973, granted by the Crown to the New Brunswick Petroleum Company (Limited), its successors and assigns, the foregoing being collectively hereinafter referred to in this section as "Lease No. 115" is hereby confirmed and ratified according to its terms, the area described therein being deemed to include the off-shore areas described in the amending agreement dated 29 November, 1973.

**60(2)** Notwithstanding subsection (1), regulations respecting exploration, drilling, production, conservation and royalty rates apply to Lease No. 115.

**60(3)** Upon termination of Lease No. 115 in accordance with its terms the Minister, upon application by the lessee shall issue a licence to search to New Brunswick Oilfields Limited, successor in title to New Brunswick Petroleum Company (Limited), over those lands to be retained by New Brunswick Oilfields Limited, upon termination of Lease No. 115 and such licence shall conform in all respects to the Act and regulations from its date of issue.

cédé ou toute spécification ou devis, dans sa totalité ou en partie et avec les changements que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaires et exiger qu'ils soient observés.

**59(3)** Le pouvoir d'adopter par renvoi un code, une norme, un procédé ou une spécification prévu au paragraphe (2) comprend le pouvoir de les adopter avec leurs modifications successives.

**59(4)** Abrogé : 2015, ch. 4, art. 8

**59(5)** Abrogé : 2015, ch. 4, art. 8

1984, ch. 53, art. 12; 1985, ch. 19, art. 9; 1987, ch. 6, art. 75; 1990, ch. 61, art. 96; 2001, ch. 20, art. 30; 2012, ch. 34, art. 10; 2013, ch. 12, art. 11; 2015, ch. 4, art. 8; 2020, ch. 25, art. 80

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES

### Dispositions transitoires

**60(1)** Aucune disposition de la présente loi ne porte atteinte à un bail ou permis de recherche portant sur du pétrole ou du gaz naturel, consenti par la Couronne avant l'adoption de la présente loi; le bail minier 115 en date du seize août 1907, modifié par les accords respectivement en date du 10 juillet 1958, du 6 septembre 1966 et du 29 novembre 1973, consenti par la Couronne à la « *New Brunswick Petroleum Company (Limited)* », à ses successeurs et ayants droit, le tout étant désigné au présent article sous l'appellation « bail 115 », est confirmé et ratifié par la présente loi et il est réputé inclure dans son périmètre les étendues marines désignées dans l'accord modificateur du 29 novembre 1973.

**60(2)** Nonobstant le paragraphe (1), les règlements relatifs à l'exploration, au forage, à la production, à la conservation et au tarif des redevances s'appliquent au bail 115.

**60(3)** À l'expiration du bail 115, le Ministre doit, sur demande du concessionnaire délivrer à la « *New Brunswick Oilfields Limited* » société succédant aux droits de la « *New Brunswick Petroleum Company (Limited)* » un permis de recherche pour les terres qu'elle conservera à l'expiration du bail en question; ce permis doit, à compter de sa date de délivrance, être conforme à tous égards aux dispositions de la présente loi et du règlement.



**Repeal**

**61** *The Oil and Natural Gas Act, chapter O-2 of the Revised Statutes, 1973, is repealed.*

**Commencement**

**62** *This Act or any provision thereof comes into force on a day to be fixed by proclamation.*

**N.B.** This Act was proclaimed and came into force November 1, 1976.

**N.B.** This Act is consolidated to June 16, 2023.

**Abrogation**

**61** *Est abrogée la Loi sur le pétrole et le gaz naturel, chapitre O-2 des Lois révisées de 1973.*

**Entrée en vigueur**

**62** *La présente loi ou l'une quelconque de ses dispositions entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation.*

**N.B.** La présente loi a été proclamée et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1976.

**N.B.** La présente loi est refondue au 16 juin 2023.